



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA  
RÉGION NOUVELLE-  
AQUITAINE

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°R75-2017-191

PUBLIÉ LE 27 DÉCEMBRE 2017

# Sommaire

## **ARS Délégation Départementale des Pyrénées Atlantiques**

R75-2017-12-19-005 - Arrêté du 19 décembre 2017 actant renouvellement d'autorisation tacite de l'EHPAD Andaula - Filles de la Croix (8 pages) Page 4

## **ARS DELEGATION DEPARTEMENTALE DES PYRENEES-ATLANTIQUES 64**

R75-2017-12-22-009 - Arrêté du 22 décembre 2017 actant le renouvellement d'autorisation du Service de Soins et d'Education Spécialisée à Domicile (SESSAD) "Le Nid Basque" sis 11 promenade de la Falaise à Anglet (64600) géré par l'Association "Le Nid Basque" sis à Anglet (3 pages) Page 13

## **ARS NOUVELLE-AQUITAINE**

R75-2017-12-20-002 - Arrêté portant d'une part modification des sites et d'autre part, modification des biologistes exerçant au sein du laboratoire multi sites dénommé LABORATOIRE DE BIOLOGIE MEDICALE DE L'EFS-NVAQ - immuno hématologie - Histocompatibilité - Hématocytologie (6 pages) Page 17

R75-2017-12-27-007 - Décision n° 2017-139 portant confirmation des autorisations détenues par la SELARL CYLAB d'exercer les activités de soins de diagnostic prénatal et d'examen des caractéristiques génétiques d'une personne ou son identification par empreintes génétiques au profit de la SELAS ISOLAB (3 pages) Page 24

## **SERVICE ADMINISTRATIF INTER REGIONAL DE LA COUR D'APPEL DE BORDEAUX**

R75-2017-12-19-008 - Annexe 1 agents bénéficiaires de la délégation de signature des chefs de la cour d'appel de .....pour signer les actes d'ordonnancement secondaires dans Chorus : (3 pages) Page 28

R75-2017-12-19-010 - Annexe 1 agents bénéficiaires de la délégation de signature des chefs de la cour d'appel de .....pour signer les actes d'ordonnancement secondaires dans Chorus : (6 pages) Page 32

R75-2017-12-19-009 - DS - Ordonnancement secondaire et Marchés Publics au 01 (2 pages) Page 39

R75-2017-12-19-007 - DS - Ordonnancement secondaire Pôle CHORUS Bordeaux au 01 (2 pages) Page 42

R75-2017-12-19-006 - DS - PP-PG - DDAIJ au 01 (2 pages) Page 45

## **SGAR NOUVELLE-AQUITAINE**

R75-2017-12-27-004 - arrêté portant délégation de signature à Madame Isabelle DAVID, préfète des Deux-Sèvres, pour l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses au titre du BOP 162 pour le Marais poitevin (3 pages) Page 48

R75-2017-12-27-003 - arrêté portant délégation de signature à Madame Nicole KLEIN, Préfète de la région Pays de la Loire, Préfète de la Loire-Atlantique, pour l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses au titre du BOP 162 pour le Marais poitevin (3 pages) Page 52

R75-2017-12-27-005 - arrêté portant délégation de signature à Monsieur Benoît BROCARD, préfet de la Vendée, pour l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses au titre du BOP 162 pour le Marais poitevin (3 pages)	Page 56
R75-2017-12-27-002 - arrêté portant délégation de signature à Monsieur Fabrice RIGOLET-ROZE, préfet de la Charente-Maritime, pour l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses au titre de l'action 6 du BOP 162 pour le Marais Poitevin (3 pages)	Page 60
R75-2017-12-27-006 - arrêté portant délégation de signature à Monsieur Patrice GUYOT, directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Nouvelle-Aquitaine, pour l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses au titre du BOP 162 pour le Marais poitevin (3 pages)	Page 64
R75-2017-12-22-006 - Arrêté portant subdélégation de signature à certains agents du Secrétariat général pour les affaires régionales (3 pages)	Page 68
R75-2017-12-22-008 - Arrêté portant subdélégation de signature à M. Dominique REBIERE délégué régional à la recherche et à la technologie pour la région Nouvelle-Aquitaine (3 pages)	Page 72
R75-2017-12-22-007 - Arrêté portant subdélégation de signature à Mme Sophie BUFFETEAU directrice régionale aux droits des femmes et à l'égalité de la région Nouvelle-Aquitaine (3 pages)	Page 76

# ARS Délégation Départementale des Pyrénées Atlantiques

R75-2017-12-19-005

## Arrêté du 19 décembre 2017 actant renouvellement d'autorisation tacite de l'EHPAD Andaula - Filles de la Croix

*Arrêté du 19 décembre 2019 actant le renouvellement d'autorisation de l'EHPAD Andaula Filles  
de la Croix, sis 556 rue Hiribéhère à Ustariz*



ARRETE n°28889 du

19 DEC. 2017

actant le renouvellement d'autorisation  
de l'EHPAD Filles de la Croix, sis 556 rue  
Hiribéhère à Ustaritz (64480), géré par  
l'Association Andaula, sise 556 rue  
Hiribéhère à Ustaritz (64480)

**Le Directeur général de l'Agence régionale de  
santé Nouvelle-Aquitaine**

**Le Président du Conseil départemental  
des Pyrénées-Atlantiques**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 312-8 et D312-197 à D. 312-206 relatifs à l'évaluation, et ses articles L. 313-1 à L. 313-27 et R. 313-1 à R. 313-34 relatifs aux droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

**VU** le code général des collectivités territoriales et en particulier ses articles L. 3214-1 et L. 3221-9 ;

**VU** la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, notamment son article 80 ;

**VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**VU** la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

**VU** la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

**VU** l'ordonnance n° 2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé (ARS) et les unions régionales de professionnels de santé (URPS) à la nouvelle délimitation des régions ;

**VU** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des ARS ;

**VU** le décret n° 2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les ARS à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des URPS regroupant les infirmiers ;

**VU** le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de M. Michel LAFORCADE en qualité de directeur général de l'ARS Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes ;

**VU** le décret n° 2016-1267 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Nouvelle-Aquitaine ;



**VU** les circulaires DGCS/SD5C/2011/398 du 21 octobre 2011 et DGCS/SD5C/2013/427 du 31 décembre 2013, relatives aux évaluations des activités et de la qualité des prestations délivrées dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

**VU** la délibération du 29 juin 2012 du Conseil général des Pyrénées-Atlantiques approuvant le Schéma départemental autonomie des Pyrénées-Atlantiques (2013-2017) ;

**VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2012 modifié de la directrice générale de l'ARS d'Aquitaine, portant adoption du projet régional de santé d'Aquitaine ;

**VU** le schéma régional d'organisation médico-sociale du projet régional de santé d'Aquitaine 2012-2016 ;

**VU** le règlement départemental d'aide sociale prévu à l'article L. 121-3 du code de l'action sociale et des familles ;

**VU** la décision du 3 novembre 2017 du directeur général de l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine portant délégation permanente de signature ;

**VU** l'arrêté du Président du Conseil général des Pyrénées-Atlantiques en date du 25 mai 1990 autorisant la Congrégation « Filles de la Croix » à créer une Maison de retraite de 50 lits d'hébergement permanent ;

**VU** l'arrêté n°HCG/46 du Président du Conseil général en date du 18 mars 1991, accordant à la congrégation des Filles de la Croix l'autorisation de création d'une Maison de retraite de 15 lits à Béhasque ;

**VU** l'arrêté du Président du Conseil général des Pyrénées-Atlantiques en date du 31 mars 2006 autorisant une extension de 2 lits supplémentaires à la Maison de retraite Filles de la Croix à Ustaritz et portant ainsi la capacité totale de l'établissement à 52 lits d'hébergement permanent ;

**VU** l'arrêté conjoint n°2008-267-15 du Préfet des Pyrénées-Atlantiques et du Président du Conseil général des Pyrénées-Atlantiques en date du 23 septembre 2008 autorisant l'extension de 15 lits d'hébergement permanent de l'EHPAD Filles de la Croix à Ustaritz, par regroupement, après fermeture, des lits de la Maison de retraite gérée sur le site de Béhasque par la Congrégation des Filles de la Croix ;

**VU** l'arrêté conjoint n°2009-170-10 du Préfet des Pyrénées-Atlantiques et du Président du Conseil général des Pyrénées-Atlantiques en date du 9 juin 2009 portant cession de l'autorisation afférente à l'EHPAD Filles de la Croix sis à Ustaritz, détenue à l'origine par la Congrégation des Filles de la Croix, au profit de l'Association Andaula à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009 ;

**VU** le rapport d'évaluation externe de l'EHPAD Filles de la Croix en date du 5 janvier 2015 ;

**VU** le courrier conjoint du 21 mars 2016 de la Délégation départementale de l'Agence régionale de santé et de la Direction de la Solidarité départementale du Conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques prenant acte des conclusions de l'évaluateur externe et des éléments importants devant faire l'objet d'amélioration ;

**CONSIDERANT** qu'en application de l'article 80 de la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, les établissements et services sociaux et médico-sociaux et les lieux de vie autorisés à la date de la publication de la loi précitée, soit à la date du 3 janvier 2002, sont autorisés pour une période de 15 ans à compter de cette date ;

**CONSIDERANT** qu'en l'absence d'injonction de déposer une demande de renouvellement d'autorisation donnée par les autorités compétentes en vertu de l'article L. 313-5 du code de l'action sociale et des familles, cette autorisation est réputée renouvelée par tacite reconduction ;



**SUR** proposition conjointe de la directrice de la délégation départementale des Pyrénées-Atlantiques de l'ARS Nouvelle-Aquitaine et du directeur général des services du Conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques :

## **A R R E T E N T**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : l'autorisation de l'EHPAD Filles de la Croix sis à Ustaritz, géré par l'Association Andaula et enregistré comme suit au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS), est renouvelée tacitement pour une durée de 15 ans à compter de sa date d'échéance, soit à compter du 3 janvier 2017.

**Entité juridique : Association Andaula**

**556 rue Hiribéhère – 64480 Ustaritz**

N° FINESS : 64 001 319 9

N° SIREN : 511 540 676

Code statut juridique : [60] Association loi 1901 non Reconnue d'Utilité Publique

**Entité établissement : EHPAD Filles de la Croix**

**556 rue Hiribéhère – 64480 Ustaritz**

N° FINESS : 64 078 698 4

Code catégorie : 500 EHPAD

Capacité : 67

Discipline		Activité / Fonctionnement		Clientèle		Capacité
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
924	Accueil pour Personnes Agées	11	Hébergement complet internat	711	Personnes Agées Dépendantes	67

Mode de tarification : 45 ARS/PCD, Tarif partiel, habilité aide sociale sans PUI

**ARTICLE 2** : l'EHPAD est habilité à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale pour la totalité de sa capacité autorisée.

**ARTICLE 3** : le renouvellement de l'autorisation sera subordonné aux résultats des évaluations externes. Les résultats de l'évaluation effectuée par un organisme extérieur doivent être transmis à l'autorité ayant délivré la présente autorisation dans les conditions fixées à l'article D. 312-205 du code de l'action sociale et des familles.

**ARTICLE 4** : tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'EHPAD Filles de la Croix par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance des autorités compétentes, en vertu de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord des autorités compétentes concernées.

**ARTICLE 5** : le présent arrêté sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine et affiché à l'Hôtel du Département des Pyrénées-Atlantiques.



Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, il pourra faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du directeur général de l'ARS et du président du Conseil départemental,
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.

Fait à Bordeaux, le 19 DEC. 2017

La Directrice générale adjointe  
de l'Agence Régionale de Santé  
Nouvelle-Aquitaine



Stéphanie JUNQUA

Le Président du Conseil départemental



Jean-Jacques LASSERRE

Signature





ARS DELEGATION DEPARTEMENTALE DES  
PYRENEES-ATLANTIQUES 64

R75-2017-12-22-009

Arrêté du 22 décembre 2017 actant le renouvellement  
d'autorisation du Service de Soins et d'Education

*Arrêté du 22 décembre 2017 actant le renouvellement d'autorisation du Service de Soins et  
d'Education Spécialisée à Domicile (SESSAD) "Le Nid Basque" sis 11 promenade de la Falaise à Anglet (64600) géré par*

*l'Association "Le Nid Basque" sis à Anglet*

**ARRETE du 12 2 DEC. 2017**

actant le renouvellement d'autorisation du Service de Soins et d'Education Spécialisés à Domicile (SESSAD) Le Nid Basque » sis 11 promenade de la Falaise à Anglet (64600) géré par l'Association « Le Nid Basque » sis à Anglet

**Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé  
Nouvelle-Aquitaine**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 312-8 et D312-197 à D. 312-206 relatifs à l'évaluation, et ses articles L. 313-1 à L. 313-27 et R. 313-1 à R. 313-34 relatifs aux droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

**VU** la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, notamment son article 80 ;

**VU** la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

**VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

**VU** la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

**VU** la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

**VU** l'ordonnance n° 2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé (ARS) et les unions régionales de professionnels de santé (URPS) à la nouvelle délimitation des régions ;

**VU** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des ARS ;

**VU** le décret n° 2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les ARS à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des URPS regroupant les infirmiers ;

**VU** le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de M. Michel LAFORCADE en qualité de directeur général de l'ARS Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes ;

Espace Rodesse – 103bis, rue Belleville – CS 91704 – 33063 BORDEAUX Cédex

[www.ars.nouvelle-aquitaine.sante.fr](http://www.ars.nouvelle-aquitaine.sante.fr)

Standard : 05 57 01 44 00 – Horaires d'ouverture au public : 08h30 – 16h30, vendredi 16h15

**VU** le décret n° 2016-1267 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Nouvelle-Aquitaine ;

**VU** les circulaires DGCS/SD5C/2011/398 du 21 octobre 2011 et DGCS/SD5C/2013/427 du 31 décembre 2013, relatives aux évaluations des activités et de la qualité des prestations délivrées dans les établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

**VU** la délibération du 29 juin 2012 du Conseil général des Pyrénées-Atlantiques approuvant le Schéma départemental autonomie des Pyrénées-Atlantiques (2013-2017) ;

**VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2012 modifié de la directrice générale de l'ARS d'Aquitaine, portant adoption du projet régional de santé d'Aquitaine ;

**VU** le schéma régional d'organisation médico-sociale du projet régional de santé d'Aquitaine 2012-2016 ;

**VU** la décision du 21 novembre 2017 du directeur général de l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine portant délégation permanente de signature ;

**VU** l'arrêté du Préfet de la Région Aquitaine en date du 9 novembre 1993 autorisant la création d'un service de soins et d'éducation spécialisée à domicile (SESSAD) de 5 places, portant la capacité globale de l'I.M.E. « Le Nid Basque » à Anglet géré par l'Association « Le Nid basque » à Anglet à 70 lits et places, répartis comme suit :

- 65 lits et places en I.M.E, pour enfants et adolescents âgés présentant une déficience intellectuelle légère ou moyenne, âgés de 6 à 18 ans
- 5 places en S.E.S.S.A.D. pour jeunes adultes de 18 à 20 ans présentant une déficience intellectuelle légère.

**VU** l'arrêté du préfet de la Région Aquitaine en date du 28 novembre 2000 portant extension de 5 à 15 places du S.E.S.S.A.D « Le Nid Basque » et portant extension de la catégorie de bénéficiaires du S.E.S.S.A.D. aux jeunes adultes de 6 à 20 ans, déficients mentaux légers ou moyens,

**VU** l'arrêté du préfet des Pyrénées-Atlantiques du 19 octobre 2006 portant extension de 15 à 20 places de S.E.S.S.A.D pour enfants, adolescents et jeunes adultes de 6 à 20 ans ;

**VU** le rapport d'évaluation externe du S.E.S.S.A.D « Le Nid Basque » reçu dans les services de l'ARS le 02 février 2015 ;

**VU** le courrier du 04 avril 2016 de la directrice de la délégation départementale de l'Agence Régionale de santé des Pyrénées-Atlantiques prenant acte des conclusions de l'évaluateur externe et des éléments importants devant faire l'objet d'amélioration ;

**CONSIDERANT** qu'en application de l'article 80 de la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, les établissements et services sociaux et médico-sociaux et les lieux de vie autorisés à la date de la publication de la loi précitée, soit à la date du 3 janvier 2002, sont autorisés pour une période de 15 ans à compter de cette date ;

**CONSIDERANT** qu'en l'absence d'injonction de déposer une demande de renouvellement d'autorisation donnée par les autorités compétentes en vertu de l'article L. 313-5 du code de l'action sociale et des familles, cette autorisation est réputée renouvelée par tacite reconduction ;

**SUR** proposition de la directrice de la délégation départementale des Pyrénées-Atlantiques de l'ARS Nouvelle-Aquitaine ;

## **A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : l'autorisation du SESSAD « Le Nid Basque » à Anglet, géré par l'Association « Le Nid Basque » et enregistré comme suit au fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS), est renouvelée tacitement pour une durée de 15 ans à compter de sa date d'échéance, soit à compter du 3 janvier 2017.

**Entité juridique : Association Le Nid Basque**

N° FINESS : 64 000 010 5

N° SIREN : 782 236 657

Code statut juridique : 60 – Association Loi 1901 non Reconnue d'Utilité Publique

11 PROM DES FALAISES BP 124 64601 ANGLET CEDEX

**Entité établissement : SESSAD le Nid Basque**

N° FINESS : 64079 738 7

Code catégorie : 182 – Service d'éducation spéciale et de soins à domicile

Capacité : 20

11 PROM DES FALAISES BP 124 64601 ANGLET CEDEX

Discipline		Activité / Fonctionnement		Clientèle		Capacité
Code	Libellé	Code	Libellé	Code	Libellé	
319	Education spécialisée et soins à domicile enfants handicapés	16	Prestation en milieu ordinaire	118	Retard mental léger	20

**ARTICLE 2** : le renouvellement de l'autorisation sera subordonné aux résultats des évaluations externes. Les résultats de l'évaluation effectuée par un organisme extérieur doivent être transmis à l'autorité ayant délivré la présente autorisation dans les conditions fixées à l'article D. 312-205 du code de l'action sociale et des familles.

**ARTICLE 3** : tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du SESSAD « Le Nid Basque » par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente, en vertu de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

**ARTICLE 4** : le présent arrêté sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine

Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, il pourra faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du directeur général de l'ARS,
- d'un recours hiérarchique auprès de la ministre des affaires sociales et de la santé,
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.

A Bordeaux, le 22 DEC. 2017  
Pour le Directeur général  
de l'Agence Régionale de Santé  
Nouvelle-Aquitaine,  
par déléguation,  
La Directrice générale adjointe  
de l'Agence Régionale de Santé  
Nouvelle-Aquitaine

Hélène JUNQUA

Page 3 sur 3

# ARS NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2017-12-20-002

Arrêté portant d'une part modification des sites et d'autre part, modification des biologistes exerçant au sein du laboratoire multi sites dénommé LABORATOIRE DE BIOLOGIE MEDICALE DE L'EFS-NVAQ - immuno hématologie - Histocompatibilité - Hématocytologie

DIRECTION DE LA SANTE PUBLIQUE

POLE QUALITE ET SECURITE DES SOINS ET DES ACCOMPAGNEMENTS

**Arrêté N° LA19 du 20 décembre 2017**

portant d'une part modification des sites et d'autre part, modification des biologistes exerçant au sein du laboratoire multi sites dénommé **LABORATOIRE DE BIOLOGIE MEDICALE DE L'EFS-NVAQ** – Immuno hématologie – Histocompatibilité – Hématocytologie

**Le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine**

- VU** le code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;
- VU** la loi n° 2013-442 du 30 mai 2013 portant réforme de la biologie médicale ;
- VU** l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;
- VU** le décret du 17 décembre 2015, publié au Journal Officiel de la République Française le 19 décembre 2015, portant nomination de Monsieur Michel LAFORCADE en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Aquitaine Limousin Poitou-Charentes ;
- VU** la décision du 21 novembre 2017 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine portant délégation permanente de signature ;
- VU** le décret n° 2016-1267 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Nouvelle-Aquitaine ;
- VU** l'arrêté du 17 octobre 2016 portant modification des sites et des biologistes exerçant au sein du laboratoire multi sites dénommé **LABORATOIRE DE BIOLOGIE MEDICALE DE L'EFS-AQLI** – Immunohématologie – Histocompatibilité – Hématocytologie ;



**VU** le courrier de l'Etablissement Français du Sang Aquitaine Limousin en date du 17 août 2017 demandant la modification d'autorisation des laboratoires d'immunohématologie, d'histocompatibilité et d'hématocytologie, suite au regroupement de trois nouveaux sites situés en Poitou-Charentes consistant à élargir le périmètre du LBM de l'EFS Aquitaine-Limousin existant pour devenir un laboratoire de biologie médicale multi site de la région Nouvelle-Aquitaine ;

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : l'arrêté de l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine en date du 17 octobre 2016 portant d'une part modification des sites et d'autre part, modification des biologistes exerçant au sein du laboratoire multi sites dénommé LABORATOIRE DE BIOLOGIE MEDICALE DE L'EFS-AQLI – Immuno hématologie– Histocompatibilité – Hématocytologie, dont le siège administratif est fixé à BORDEAUX (33075) – place Amélie Raba Léon est modifié concernant les sites et les biologistes médicaux ;

**Article 2** : à compter du **2 janvier 2018**, le laboratoire de biologie médicale de l'Etablissement Français du Sang Nouvelle-Aquitaine, ayant pour dénomination LABORATOIRE DE BIOLOGIE MEDICALE DE L'EFS-NVAQ – immunohématologie – Histocompatibilité – Hématocytologie est désormais composé de treize (13) sites fermés au public :

### **A – Pratiquant les activités d'immunohématologie receveurs**

#### **1) Site de Pessac Haut Lévêque**

Hôpital du Haut-Lévêque  
Avenue de Magellan  
33600 PESSAC  
N° FINESS : 330007782

#### **2) Site de Mont de Marsan**

Centre Hospitalier  
691 Avenue de Cronstadt  
40000 MONT DE MARSAN  
N° FINESS : 400782868

#### **3) Site de Dax**

Centre Hospitalier  
Boulevard Yves Du Manoir  
40100 DAX  
N° FINESS : 400782884

#### **4) Site de Bayonne**

Centre Hospitalier  
13 avenue de l'Interne Jacques Loeb  
64100 BAYONNE  
N° FINESS : 640790317

#### **5) Site de Pau**

145 avenue de Buros  
64000 PAU  
N° FINESS : 640785374

#### **6) Site d'Agen**

Rue Grande Muraille  
47000 AGEN  
N° FINESS : 470000449

**7) Site de Périgueux**

Centre Hospitalier  
180 avenue Georges Pompidou  
24000 PERIGUEUX  
N° FINESS : 240004333

**8) Site de Limoges**

Hôpital Dupuytren  
2 avenue Martin Luther King  
87000 LIMOGES  
N° FINESS : 87 001 020 4

**9) Site de Guéret**

Centre Hospitalier  
39 avenue de la Sénatorerie  
23000 GUERET  
N° FINESS : 23 000 058 0

**10) Site de La Rochelle**

Hôpital Saint-Louis  
Rue du Docteur Schweitzer  
CS 30253  
17012 LA ROCHELLE Cedex 1  
N° FINESS : 17 078 023 3

**11) Site de Saintes**

33 chemin des Carrières-de-la-Croix  
BP 40251  
17105 SAINTES Cedex  
N° FINESS : 17 078 024 1

**B – Pratiquant les activités d'immunohématologie receveurs et d'histocompatibilité-hématocytologie**

**1) Site de Bordeaux Pellegrin**

place Amélie Raba Léon  
33075 BORDEAUX CEDEX  
N° FINESS : 33 078 999 1

**2) Site de Poitiers**

CHU La Milétrie  
350 avenue Jacques-Cœur  
BP 482  
86012 POITIERS Cedex  
N° FINESS : 86 079 020 3

**Article 3 :** Les biologistes exerçant au sein du laboratoire multi sites LABORATOIRE DE BIOLOGIE MEDICALE DE L'EFS-NVAQ – Immunohématologie – Histocompatibilité – Hématocytologie inscrits au Répertoire Partagé des Professionnels de Santé sont désormais les suivants :

- **Mme AMAT Elisabeth**, médecin biologiste médicale, autorisée à exercer la biologie médicale, inscrite sous le numéro RPPS 10002734654 ;
- **M. BAKOUR Djamel**, médecin biologiste médical, inscrit sous le numéro RPPS 10001470466 ;
- **Mme BEATA-GAUTHIER Katia**, médecin biologiste médicale, inscrite sous le numéro RPPS 10004720925 ;



- **Mme BEGUET Mathilde**, médecin biologiste médicale, inscrite sous le numéro RPPS 10100079101.
- **Mme BERTRAND Michelle**, médecin biologiste médicale, autorisée à exercer la biologie médicale, inscrite sous le numéro RPPS 10002928504 ;
- **M. BESIERS Christophe**, médecin biologiste coresponsable, inscrit sous le numéro RPPS 10003855474 ;
- **Mme BLOUIN Laura**, pharmacien biologiste médicale, inscrite sous le numéro RPPS 10100174852 ;
- **Mme BOUILLE Caroline**, pharmacien biologiste médicale, inscrite sous le numéro RPPS 1010068784 ;
- **Mme BOUTON Muriel**, Pharmacien biologiste médicale, inscrite sous le numéro RPPS 10100304798 ;
- **Mme CABEZON Brigitte**, médecin biologiste, inscrite sous le numéro RPPS 10001778108 ;
- **Mme DE GENDRE Véronique**, médecin biologiste médicale, inscrite sous le numéro RPPS 10003858718 ;
- **Mme DELAVALD Elisabeth**, médecin biologiste médicale, inscrite sous le numéro RPPS 10002703840 ;
- **M. DELDIQUE Philippe**, Médecin biologiste, inscrit sous le numéro RPPS 10002701166 ;
- **M. DEPRADE Jean-Luc**, médecin biologiste médical, inscrit sous le numéro RPPS 10002938693 ;
- **Mme DESCAZEAUD Alexandra**, médecin biologiste médicale, inscrite sous le numéro RPPS 10001644078 ;
- **M. EL MASMOUHI Badrline**, pharmacien biologiste, inscrit sous le numéro RPPS 10004067087 ;
- **Mme FABRIZI-MOUSSEL Amélia**, médecin biologiste médicale, autorisée à exercer la biologie médicale inscrite sous le numéro RPPS 10000871284 ;
- **M. FODIL-PACHA Adam**, médecin biologiste médical, inscrit sous le numéro RPPS 10100811503 ;
- **Mme GASCHARD Pascale**, médecin biologiste médical, inscrite sous le numéro RPPS 10002032067 ;
- **M. HOQUET Pierre-Mathieu**, médecin biologiste médical, inscrit sous le numéro RPPS 10004416151 ;
- **M. JEANNE Michel**, médecin biologiste, inscrit sous le numéro RPPS 10002824495 ;
- **Mme JOLLET Isabelle**, médecin biologiste, inscrite sous le numéro RPPS 10002720810
- **Mme JUTANT Thérèse**, docteur en médecine, autorisée à exercer la biologie médicale, inscrite sous le numéro RPPS 10002722782

- **M. LAFARGE Xavier** pharmacien biologiste médical, inscrit sous le numéro RPPS 10004117965 ;
- **M. LAHYANE Nordine**, médecin biologiste médical, inscrit sous le numéro RPPS 10100295913 ;
- **Mme LARRICQ Dominique**, médecin biologiste médicale, médecin biologiste, inscrite sous le numéro RPPS 10002792975 ;
- **Mme LEVOIR Laure**, médecin biologiste médicale, inscrite sous le numéro RPPS 101001105195 ;
- **M. PARPEIX Jérôme**, médecin biologiste médical, inscrit sous le numéro RPPS 10002725017 ;
- **Mme PAUTHIER Hélène**, pharmacien biologiste médicale, inscrite sous le numéro RPPS 10100173532 ;
- **Mme PROUST Barbara**, pharmacien biologiste médical, inscrite sous le numéro RPPS 10001202448 ;
- **M. ROSSIGNOL Thomas**, médecin biologiste médical, inscrit sous le numéro RPPS 10005191191 ;
- **M. SALMON Jacques**, médecin biologiste médical, inscrit sous le numéro RPPS 10002085263 ;

**Article 4 :** Le laboratoire de biologie médicale est exploité par l'Etablissement Français du Sang sis 20 avenue du Stade de France – 93218 LA PLAINE SAINT DENIS et enregistré au répertoire FINESS des entités juridiques sous le numéro 930 019229 ;

**Article 5 :** Toute modification relative à l'organisation générale du laboratoire ainsi que toute modification apportée à sa structure juridique et financière devront faire l'objet d'une déclaration auprès de la Direction de la Santé Publique de l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine et feront l'objet d'une modification du présent arrêté.

**Article 6 :** Un recours hiérarchique contre cet arrêté peut être formé, dans les deux mois de sa notification, devant la ministre des solidarités et de la santé. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un recours préalable obligatoire au recours contentieux, qui peut être formé devant le Tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication du présent arrêté.

**Article 7 :** Cet arrêté sera notifié à :

- M. le Directeur Général de l'Agence Nationale du Médicament et des produits de santé
- M. le Président de la Section G de l'Ordre National des Pharmaciens,
- M. le Président Départemental de l'Ordre des Médecins de la Creuse,
- M. le Président Départemental de l'Ordre des Médecins de la Dordogne,
- M. le Président Départemental de l'Ordre des Médecins de la Gironde,
- M. le Président Départemental de l'Ordre des Médecins des Landes,
- M. le Président Départemental de l'Ordre des Médecins du Lot et Garonne,
- M. le Président Départemental de l'Ordre des Médecins des Pyrénées Atlantiques,
- M. le Président Départemental de l'Ordre des Médecins de la Haute Vienne,
- M. le Docteur Azzedine ASSAL, Directeur,
- M. le Directeur Général du COFRAC,

**Article 8** : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la région Nouvelle-Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 20 décembre 2017

Le Directeur Général  
de l'Agence Régionale de Santé  
Nouvelle-Aquitaine

La Directrice adjointe,  
Responsable du pôle veille et sécurité sanitaire,

  
**Karine Trouvain**

# ARS NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2017-12-27-007

Décision n° 2017-139 portant confirmation des autorisations détenues par la SELARL CYLAB d'exercer les activités de soins de diagnostic prénatal et d'examen des caractéristiques génétiques d'une personne ou son identification par empreintes génétiques au profit de la SELAS ISOLAB

**Décision n° 2017-139**

*portant confirmation suite à cession des autorisations  
détenues par la SELARL CYLAB d'exercer les activités  
de soins de diagnostic prénatal et d'examen des  
caractéristiques génétiques d'une personne ou son  
identification par empreintes génétiques à des fins  
médicales*

**au profit de la SELAS ISOLAB**

Le Directeur général de l'Agence  
Régionale de santé Nouvelle-Aquitaine

**VU** le code de la santé publique et notamment les articles L. 6122-1 à L. 6122-21, R. 6122-23 à R. 6122-44 relatifs aux autorisations, R. 1131-2 relatif aux analyses aux fins de détermination des caractéristiques génétiques d'une personne ou de son identification par empreintes génétiques à des fins médicales, R. 2131-1 relatif à la définition et à la mise en œuvre du diagnostic prénatal et D. 1432-28 relatif aux missions de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie,

**VU** le code de la sécurité sociale,

**VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

**VU** la loi n° 2011-9940 du 10 août 2011 modifiant la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

**VU** la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral,

**VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

**VU** la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé,

**VU** l'ordonnance n° 2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé (ARS) et les unions régionales de professionnels de santé (URPS) à la nouvelle délimitation des régions,

**VU** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé,

**VU** le décret n° 2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des unions régionales de professionnels de santé regroupant les infirmiers,

**VU** le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de Monsieur Michel LAFORCADE en qualité de directeur général de l'ARS Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes,

**VU** l'arrêté du directeur général de l'ARS de Poitou-Charentes du 15 décembre 2011 arrêtant le projet régional de santé de Poitou-Charentes comprenant le schéma régional d'organisation des soins,



**VU** l'arrêté du directeur général par intérim de l'ARS de Poitou-Charentes du 16 décembre 2015 révisant le schéma régional d'organisation des soins de la région Poitou-Charentes,

**VU** la décision du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine en date du 21 novembre 2017 portant délégation permanente de signature,

**VU** le courrier du directeur général de l'ARS de Poitou-Charentes en date du 29 octobre 2012 confirmant au laboratoire de biologie médicale spécialisé CYLAB – 6 rue des Sports – 17000 La Rochelle - le renouvellement tacite de son autorisation d'exercer l'activité de soins de diagnostic prénatal selon les modalités : analyses de biochimie, y compris les analyses portant sur les marqueurs sériques maternels, et analyses de cytogénétique, y compris les analyses de cytogénétique moléculaire, pour une durée de cinq ans à compter du 17 octobre 2013,

**VU** la décision du directeur général de l'ARS de Poitou-Charentes en date du 24 octobre 2013 portant autorisation d'exercer l'activité de soins d'examen des caractéristiques génétiques d'une personne ou son identification par empreintes génétiques à des fins médicales selon la modalité : analyses de cytogénétique, y compris les analyses de cytogénétique moléculaire, délivrée au laboratoire de biologie médicale spécialisé CYLAB - 6 rue des Sports – 17000 La Rochelle pour une durée de cinq ans à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2013,

**VU** la décision du directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine en date du 30 mai 2017 modifiant l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale (LBM) multi-sites exploité par la société d'exercice libéral par actions simplifiée (SELAS) ISOLAB,

**VU** la demande présentée le 2 août 2017 par le président de la SELAS ISOLAB – 53 rue Ellysée Loustalot – 17400 Saint-Jean d'Angély - en vue d'obtenir la confirmation suite à cession des autorisations précitées accordées à la société d'exercice libéral à responsabilité limitée (SELARL) CYLAB,

**VU** le dossier transmis à l'appui de cette demande,

**VU** l'avis de la commission spécialisée de l'organisation des soins de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie en date du 10 novembre 2017,

**CONSIDERANT** que, par décision précitée du 30 mai 2017, le directeur général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine a modifié l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale (LBM) multi-sites exploité par la SELAS ISOLAB, et a autorisé le LBM à fonctionner également sur le site 6, rue des Sports - 17000 la Rochelle, ce sous réserve notamment du renouvellement des autorisations d'activités de soins détenues par la SELARL CYLAB,

**CONSIDERANT** que, suite à opération de fusion, la SELARL CYLAB a été absorbée le 5 juillet 2017 par la SELAS ISOLAB, et qu'elle a en conséquence été radiée le 24 juillet 2017 du registre du commerce et des sociétés (RCS),

**CONSIDERANT** qu'il convient d'acter cette fusion au niveau des autorisations d'activités de soins précédemment détenues par la SELAL CYLAB,

**CONSIDERANT** que la demande présentée par la SELAS ISOLAB est compatible avec les objectifs du SROS-PRS,

**CONSIDERANT** que, s'agissant d'une confirmation d'autorisation suite à cession, la demande est sans incidence sur le bilan quantifié de l'offre de soins en nombre d'implantations,

## DECIDE

**ARTICLE PREMIER** – L'autorisation détenue par la société d'exercice libéral à responsabilité limitée (SELARL) CYLAB, sise 6 rue des Sports – 17000 La Rochelle, d'exercer l'activité de soins de diagnostic prénatal selon les modalités suivantes :

- ✓ examens de biochimie portant sur les marqueurs sériques maternels,
- ✓ examens de cytogénétique, y compris les examens moléculaires appliqués à la cytogénétique,

sur le site du laboratoire de biologie médicale – 6 rue des Sports – 17000 La Rochelle – est confirmée, suite à cession, au profit de la société d'exercice libéral par actions simplifiée (SELAS) ISOLAB, sise 53 rue Elysée Loustalot – 17400 Saint-Jean d'Angély.

n° FINESS entité juridique : 17 002 315 4

n° FINESS établissement : 17 001 828 7

**ARTICLE 2** – L'autorisation détenue par la SELARL CYLAB d'exercer l'activité de soins d'examen des caractéristiques génétiques d'une personne ou son identification par empreintes génétiques à des fins médicales selon la modalité suivante :

- ✓ analyses de cytogénétique, y compris les analyses de cytogénétique moléculaire,

sur le site du laboratoire de biologie médicale – 6 rue des Sports – 17000 La Rochelle – est confirmée, suite à cession, au profit de la SELAS ISOLAB.

n° FINESS entité juridique : 17 002 315 4

n° FINESS établissement : 17 001 828 7

**ARTICLE 3** - La durée de validité des autorisations initiales n'est pas modifiée.

**ARTICLE 4** – Ces autorisations sont subordonnées au respect d'engagements relatifs, d'une part, aux dépenses à la charge de l'assurance maladie ou au volume d'activité et d'autre part, à la réalisation d'une évaluation conformément à l'article L. 6122-5 du code de la santé publique.

**ARTICLE 5** - Un recours hiérarchique contre cette décision peut être formé dans les deux mois de sa notification, devant la Ministre des Solidarités et de la Santé. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un recours préalable obligatoire au recours contentieux qui peut être formé devant le tribunal administratif territorialement compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la présente décision.

**ARTICLE 6** – La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine conformément à l'article R. 6122-41 du code de la santé publique.

Fait à Bordeaux, le **27 DEC. 2017**

Pour le Directeur général de l'Agence  
Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine,  
Par délégation,  
Le Directeur de cabinet,  
**Vincent CAILLIET**











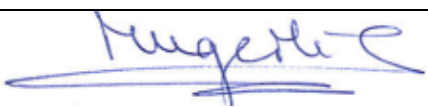
# SERVICE ADMINISTRATIF INTER REGIONAL DE LA COUR D'APPEL DE BORDEAUX

R75-2017-12-19-008








Annexe 1 agents bnficiaires de la dlgation de signature des  
chefs de la cour d'appel de .....pour signer les actes  
d'ordonnancent secondaires dans Chorus :



**Agents bénéficiaires de la délégation de signature des chefs de la cour d'appel de Bordeaux  
pour signer les actes d'ordonnancement secondaire dans Chorus :**

NOM	PRENOM	CORPS	FONCTION ou SERVICE	SIGNATURES
JACOLOT	Sylvie	Directeur des services de greffe judiciaires	Directeur délégué à l'administration interrégionale judiciaire	
CLAVERE	Marie-Noëlle	Directeur des services de greffe judiciaires	Responsable budgétaire chargée du pôle Chorus	
GUICHON	Karine	Directeur des services de greffe judiciaires	Responsable budgétaire chargée des marchés publics	
HERVEY	Laurent	Directeur des services de greffe judiciaires	Responsable de la gestion du patrimoine immobilier	
LAURENT	Eric	Directeur des services de greffe judiciaires	Responsable de la gestion budgétaire chargé de l'unité opérationnelle de Bordeaux	
LUCAS	Corinne	Directeur des services de greffe judiciaires	Responsable de la gestion informatique	
MARTON	Mathilde	Directeur des services de greffe judiciaires	Responsable de la gestion de la formation	
MENGUY	Viviane	Attachée d'administration détachée dans le corps des directeurs des services de greffe judiciaires	Responsable de la gestion budgétaire chargée du BOP sud ouest	
MUGERLI	Céline	Directeur des services de greffe judiciaires	Responsable de la gestion des ressources humaines	

BAROU-DAGUES	Béatrice	Greffier	Responsable de la gestion des ressources humaines adjointe	
PENNEC	Françoise	Greffier	Responsable de la gestion budgétaire adjointe	
VELASCO	Sylvie	Secrétaire administratif	Pôle Moyens	
PLANTON	Stéphanie	Secrétaire administratif	Pôle Moyens	
LANGE	Grégory	Secrétaire administratif	Pôle Moyens	
SACCHET	Danièle	Adjoint Administratif	Pôle Moyens	
DUPUY	Lionel	Secrétaire administratif	Pôle Chorus	
COULOUMAT	Patrice	Secrétaire administratif	Pôle Chorus	
CRISTOPHE	Fabrice	Secrétaire administratif	Pôle Chorus	
ARDID	Anthony	Adjoint Administratif	Pôle Chorus	
BODIN	Thierry	Adjoint Administratif	Pôle Chorus	
CASTAING	Mathilde	Adjoint Administratif	Pôle Chorus	

CAVALIERE	Elisabeth	Adjoint Administratif	Pôle Chorus	
CORNARDEAU	Christophe	Adjoint Administratif	Pôle Chorus	
DA-SOUZA	Sylvie	Adjoint Administratif	Pôle Chorus	
ETCHEVERRY	Edwige	Adjoint Administratif	Pôle Chorus	
GILBERT	Sophie	Adjoint Administratif	Pôle Chorus	
LAURENT	Marie-Pierre	Adjoint Administratif	Pôle Chorus	
LEROY	Roxane	Adjoint Administratif	Pôle Chorus	
THIEBAUD	Christelle	Adjoint Administratif	Pôle Chorus	

# SERVICE ADMINISTRATIF INTER REGIONAL DE LA COUR D'APPEL DE BORDEAUX



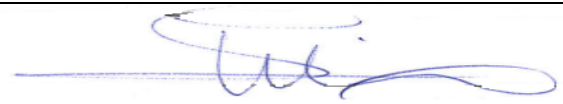






R75-2017-12-19-010

Annexe 1 agents bnficiaires de la dlgation de signature des  
chefs de la cour d'appel de .....pour signer les actes  
d'ordonnancent secondaires dans Chorus :

## Annexe 1 à la décision portant délégation de signature

### Spécimen de signature pour accréditation auprès des Directeurs départementaux des finances publique des Pyrénées Atlantiques et de la Gironde



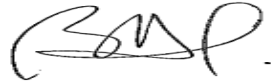
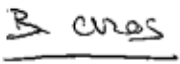
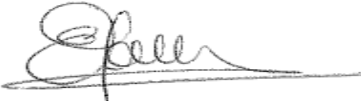
#### Service Administratif Inter Régional de Bordeaux

NOM	PRENOM	FONCTION	SIGNATURE
JACOLOT	Sylvie	Directeur délégué à l'administration interrégionale judiciaire	
LAURENT	Eric	Responsable de la gestion budgétaire chargé de l'unité opérationnelle de Bordeaux	
GUICHON	Karine	Responsable budgétaire chargée des marchés publics	
MUGERLI	Céline	Responsable de la gestion des ressources humaines	
HERVEY	Laurent	Responsable de la gestion du patrimoine immobilier	
CLAVERE	Marie-Noëlle	Responsable budgétaire chargée du pôle Chorus	
MARTON	Mathilde	Responsable de la gestion de la formation	
MENGUY	Viviane	Responsable de la gestion budgétaire chargée du BOP sud ouest	
LUCAS	Corinne	Responsable de la gestion informatique	

## Annexe 2 à la décision portant délégation de signature

Spécimen de signature pour accréditation auprès des Directeurs départementaux des finances publique des Pyrénées Atlantiques  
et de la Gironde




### Arrondissement judiciaire de Bordeaux

NOM	PRENOM	FONCTION	SIGNATURE
MERGES	Sylvie	Directrice du greffe de la cour d'appel de Bordeaux	
MILLOIS	Ghislaine	Directeur du greffe du tribunal de grande instance de Bordeaux	
DABADIE	Brigitte	Directrice du greffe du tribunal d'instance de Bordeaux	
CROS	Brigitte	Directrice de greffe du conseil des prud'hommes de Bordeaux	
REYNOLDS	Emilie	Directrice du greffe du tribunal d'instance d'Arcachon	

### Annexe 3 à la décision portant délégation de signature

Spécimen de signature pour accréditation auprès des Directeurs départementaux des finances publique des Pyrénées Atlantiques  
et de la Gironde


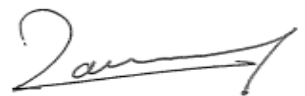
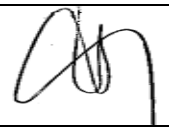
#### Arrondissement judiciaire de Libourne

NOM	PRENOM	FONCTION	SIGNATURE
FARFART	Julie	Directrice du greffe du tribunal de grande instance de Libourne	
MAXIMILIEN	Béatrice	Directrice du greffe du tribunal d'instance de Libourne	
DUBLET	Françoise	Chef de greffe du conseil des prud'hommes de Libourne	

#### Annexe 4 à la décision portant délégation de signature

Spécimen de signature pour accréditation auprès des Directeurs départementaux des finances publique des Pyrénées Atlantiques  
et de la Gironde

#### Arrondissement judiciaire d'Angoulême




NOM	PRENOM	FONCTION	SIGNATURE
GUIGNARD	Annabelle	Directrice du greffe du tribunal de grande instance d'Angoulême	
BOIS-ROUSSEAU	Catherine	Directrice du greffe du tribunal d'instance d'Angoulême	
CANTARAL	Pierre	Chef de greffe du conseil des prud'hommes d'Angoulême	
		Directrice du greffe du tribunal d'instance de Cognac	



### Annexe 5 à la décision portant délégation de signature

Spécimen de signature pour accréditation auprès des Directeurs départementaux des finances publique des Pyrénées Atlantiques  
et de la Gironde


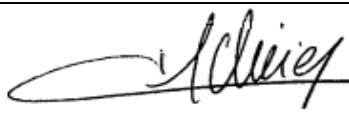
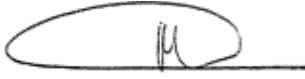
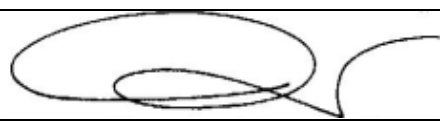
#### Arrondissement judiciaire de Périgueux

NOM	PRENOM	FONCTION	SIGNATURE
DELILLE	Fabrice	Directeur du greffe du tribunal de grande instance de Périgueux	
BONICHON	Christine	Assurant l'intérim de la directrice du greffe du tribunal d'instance de Périgueux	
ROYERE	Christine	Chef de greffe du conseil des prud'hommes de Périgueux	

### Annexe 6 à la décision portant délégation de signature

**Spécimen de signature pour accréditation auprès des Directeurs départementaux des finances publique des Pyrénées Atlantiques  
et de la Gironde**

#### Arrondissement judiciaire de Bergerac

NOM	PRENOM	FONCTION	SIGNATURE
MONZIE	Jean-Marc	Directeur du greffe du tribunal de grande instance de Bergerac	
OLIVIER	Maxime	Directeur du greffe du tribunal d'instance de Bergerac	
NIERO	Catherine	Chef de greffe du conseil des prud'hommes de Bergerac	
PINQUIER	Sylvie	Chef de greffe du tribunal d'instance de Sarlat	

SERVICE ADMINISTRATIF INTER REGIONAL DE  
LA COUR D'APPEL DE BORDEAUX

R75-2017-12-19-009

DS - Ordonnancement secondaire et Marchés Publics au  
01



**COUR D'APPEL DE BORDEAUX**

**DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE**

**LA PREMIERE PRESIDENTE DE CHAMBRE  
ASSURANT L'INTERIM DE  
LA PREMIERE PRESIDENCE DE LA COUR D'APPEL DE BORDEAUX**

**et**

**LA PROCUREURE GENERALE PRES LADITE COUR**

Vu le décret n° 2007-352 du 14 mars 2007 relatif aux services administratifs régionaux judiciaires ;  
Vu l'article D 312-66 du code de l'organisation judiciaire relatif aux compétences dévolues en qualité d'ordonnateurs secondaires au premier président et procureur général de la cour d'appel ;  
Vu les articles R 312-70 et suivants du code de l'organisation judiciaire relatifs aux missions, à l'organisation et au fonctionnement des services administratifs régionaux ;  
Vu la circulaire relative au circuit simplifié d'exécution de la dépense pour certains frais de justice au titre de l'année 2012 en date du 19 mars 2012 ;  
Vu le protocole de service en date du 15 novembre 2011 conclus entre la cour d'appel de Pau et la cour d'appel de Bordeaux et portant sur le traitement des actes de gestion et l'ordonnancement secondaire des dépenses et des recettes dans le progiciel Chorus.  
Vu la convention de délégation de gestion entre cour d'appel de Pau et la cour d'appel de Bordeaux en date du 1<sup>er</sup> juin 2016 ;  
Vu l'arrêté en date du 15 février 2008 désignant madame Sylvie JACOLOT en qualité de directeur délégué à l'administration interrégionale judiciaire du service administratif interrégional de Bordeaux ;  
Vu l'ordonnance du 23 juillet 2015 et le décret du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;  
Vu l'article R. 312-67 du code de l'organisation judiciaire relatif à la compétence conjointe du premier président et du procureur général pour passer les marchés répondant aux besoins des services judiciaires dans le ressort de la cour d'appel ;

**DECIDENT**

**Article 1 :** Délégation de signature pour l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire du budget du ministère de la Justice est donnée à Madame Sylvie JACOLOT, directeur délégué à l'administration interrégionale judiciaire du service administratif interrégional de la cour d'appel de Bordeaux, pour les opérations de dépenses et de recettes des juridictions du ressort de la cour d'appel de Bordeaux.

**Article 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de madame Sylvie JACOLOT, cette délégation sera exercée par monsieur Eric LAURENT, madame Karine GUICHON, madame Marie-Noëlle CLAVERE, madame Viviane MENGUY, responsables de la gestion budgétaire, madame LUCAS Corinne, responsable de la gestion informatique, monsieur HERVEY Laurent, responsable de la gestion du patrimoine immobilier, madame Céline MUGERLI, responsable de la gestion des ressources humaines et madame Mathilde MARTON, responsable de la gestion de la formation au service administratif interrégional de la cour d'appel de Bordeaux.

**Article 3 :** En outre, en matière de frais de justice, délégation de signature est également donnée pour l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire des dépenses et des recettes, à la directrice de greffe de la cour ainsi qu'aux directeurs de greffe des tribunaux de grande instance du ressort de la cour d'appel de Bordeaux, pour les opérations de liquidation des dépenses et des recettes de frais de justice des juridictions de leur arrondissement judiciaire respectif.

**Article 4 :** Enfin, en matière de fonctionnement courant, délégation de signature est donnée pour l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire des dépenses et des recettes de fonctionnement courant, à la directrice de greffe de la cour ainsi qu'aux directeurs et chefs de greffe de toutes les juridictions du ressort de la cour d'appel de Bordeaux, pour les opérations de liquidation des dépenses et des recettes de leurs juridictions.



**Article 5 :** La présente délégation de signature s'exerce sans préjudice des dispositions contenues dans la convention de délégation de gestion entre cour d'appel de Pau et la cour d'appel de Bordeaux en date du 1<sup>er</sup> juin 2016.

**Article 6 :** Délégation conjointe de notre signature est donnée à madame Sylvie JACOLOT, directeur délégué à l'administration interrégionale judiciaire du service administratif interrégional de la cour d'appel de Bordeaux, afin de nous représenter pour tous les actes et décisions relevant de notre compétence conjointe pour passer les marchés répondant aux besoins des services judiciaires dans le ressort de la cour d'appel.

**Article 7 :** Délégation conjointe de notre signature est donnée à la directrice de greffe de la cour d'appel, aux directeurs et chefs de greffe des juridictions du premier degré du ressort de la cour d'appel de Bordeaux, ou, en cas d'absence ou d'empêchement, à leur représentant ainsi qu'aux responsables de gestion du service administratif interrégional pour l'émission et la signature des bons de commande dans le cadre des marchés à bons de commandes.

**Article 8 :** Les bénéficiaires de la délégation visée aux articles 3, 4 et 7 sont les suivants :

- Madame Sylvie MERGES, directrice du greffe de la cour d'appel de Bordeaux,
- Madame Ghislaine MILLOIS, directrice du greffe du tribunal de grande instance de Bordeaux,
- Madame Emilie REYNOLDS, directrice du greffe du tribunal d'instance d'Arcachon,
- Madame Brigitte DABADIE, directrice du greffe du tribunal d'instance de Bordeaux,
- Madame Brigitte CROS, directrice du greffe du conseil de prud'hommes de Bordeaux,
- Madame Julie FARFART, directrice du greffe du tribunal de grande instance de Libourne,
- Madame Béatrice MAXIMILIEN, directrice du greffe du tribunal d'instance de Libourne,
- Madame Françoise DUBLET, chef de greffe du conseil de prud'hommes de Libourne,
- Madame Annabelle GUIGNARD, directrice du greffe du tribunal de grande instance d'Angoulême,
- Madame Catherine BOIS-ROUSSEAU, directrice du greffe du tribunal d'instance d'Angoulême,
- Monsieur Pierre CANTARAL, chef de greffe du Conseil de Prud'hommes d'Angoulême,
- Monsieur Fabrice DELILLE, directeur du greffe du tribunal de grande instance de Périgueux,
- Madame Christine BONICHON, assurant l'intérim de la directrice de greffe du tribunal d'instance de Périgueux,
- Madame Christine ROYERE, chef de greffe du conseil de prud'hommes de Périgueux,
- Monsieur Jean-Marc MONZIE, directeur du greffe du tribunal de grande instance de Bergerac,
- Monsieur Maxime OLIVIER, directeur du greffe du tribunal d'instance de Bergerac,
- Madame Sylvie PINQUIER, chef de greffe du tribunal d'instance de Sarlat,
- Madame Catherine NIERO, chef de greffe du conseil de prud'hommes de Bergerac,

**Article 9 :** Les spécimens de signature des bénéficiaires des présentes délégations sont en annexe.

**Article 10 :** La présente décision annule et remplace notre précédente décision en date du 17 octobre 2017 et prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

**Article 11** – La première présidente de chambre assurant l'intérim de la première présidence de la cour d'appel et la procureure générale de près ladite cour sont chargés de l'exécution de la présente décision qui sera transmise aux chefs de juridiction, au directeur interrégional pour l'administration de la justice, aux responsables de gestion du service administratif inter régional de Bordeaux, aux directeurs et chefs de greffe des tribunaux du ressort de la cour d'appel de Bordeaux ainsi qu'aux directeurs départementaux des finances publiques des Pyrénées-Atlantiques et de la Gironde. Cette décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 19 décembre 2017

LA PROCUREURE GENERALE,



Catherine PIGNON

LA PREMIERE PRESIDENTE DE CHAMBRE  
ASSURANT L'INTERIM DE  
LA PREMIERE PRESIDENCE,



Elisabeth LARSABAL

SERVICE ADMINISTRATIF INTER REGIONAL DE  
LA COUR D'APPEL DE BORDEAUX

R75-2017-12-19-007

DS - Ordonnancement secondaire Pôle CHORUS  
Bordeaux au 01





## COUR D'APPEL DE BORDEAUX

### DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE

LA PREMIERE PRESIDENTE DE CHAMBRE  
ASSURANT L'INTERIM DE  
LA PREMIERE PRESIDENCE DE LA COUR D'APPEL DE BORDEAUX

et

LA PROCUREURE GENERALE PRES LADITE COUR

Vu le code de l'organisation judiciaire ;  
Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;  
Vu le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;  
Vu le décret n°2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat ;  
Vu le décret du n°2007- du 14 mars 2007 relatif aux services administratifs régionaux judiciaires ;  
Vu l'ordonnance du 11 décembre 2017 portant désignation de Madame Elisabeth LARSABAL, première présidente de chambre à assurer l'intérim de la première présidence de la cour d'appel de Bordeaux ;  
Vu le décret du 7 avril 2016 portant nomination de Madame Catherine PIGNON aux fonctions de procureure générale près la cour d'appel de Bordeaux ;  
Vu la convention de délégation de gestion entre la cour d'appel de Pau et la cour d'appel de Bordeaux en date du 1<sup>er</sup> septembre 2015.

#### DECIDENT

**Article 1 :** Délégation de signature est donnée, **à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018**, à l'effet de signer dans le progiciel intégré Chorus, les actes d'ordonnancement secondaire en dépenses et en recettes exécutés des programmes 101 et 166 aux agents du service administratif inter régional de la cour d'appel de Bordeaux et selon les modalités indiquées dans les articles suivants.

Cette délégation de signature est également valable pour les actes du pôle Chorus exécutés en application de la délégation de gestion visée supra au profit de la cour d'appel de Pau.

Sont exclus de cette délégation, les ordres de réquisition du comptable public assignataire et les décisions de passer outre aux refus de visa du contrôleur financier local.

**Article 2 :** Délégation de signature est donnée à :

Mme Sylvie JACOT, directeur des services de greffe judiciaires,  
Mme Karine GUICHON, directeur des services de greffe judiciaires,  
M. Laurent HERVEY, directeur des services de greffe judiciaires,  
M. Eric LAURENT directeur des services de greffe judiciaires,  
Mme Corinne LUCAS, directeur des services de greffe judiciaires,  
Mme Mathilde MARTON directeur des services de greffe judiciaires,  
Mme Viviane MENGUY, attachée d'administration détachée dans le corps des directeurs des services de greffe judiciaires,  
Mme Céline MUGERLI, directeur des services de greffe judiciaires,

pour effectuer les actes de validation des demandes d'achat dans Chorus formulaire et la signature des bons de commandes.

**Article 3 :** Délégation de signature est donnée à :

Mme Marie-Noëlle CLAVERE, directeur des services de greffe judiciaires,

pour effectuer les actes de validation des demandes d'achat dans Chorus formulaire, la signature des bons

de commandes et tout acte de validation dans Chorus cœur (engagement, certification de service fait, demandes de paiement, ordres de payer, ordres de recettes...).

**Article 4 :** Délégation de signature est donnée à :

Mme Béatrice BAROU-DAGUES, greffier,

pour effectuer les actes de validation dans Chorus cœur des titres à valider et des demandes de rétablissements de crédits pour le titre II.

**Article 5 :** Délégation de signature est donnée à :

Mme Françoise PENNEC, greffier,  
Mme Sylvie VELASCO, secrétaire administratif,  
M. Grégory LANGE, secrétaire administratif,  
Mme Stéphanie PLANTON, secrétaire administratif,  
Mme Danièle SACCHET, adjoint administratif,

pour effectuer les actes de validation des demandes d'achat dans Chorus formulaire dans la limite de leurs attributions et compétences.

**Article 6 :** Délégation de signature est donnée à :

M. Lionel DUPUY, secrétaire administratif,  
M. Patrice COULOUMAT, secrétaire administratif,  
M. Fabrice CRISTOPHE, secrétaire administratif,

pour effectuer tout acte de validation dans Chorus cœur (engagement, certification de service fait, demandes de paiement, ordres de payer, ordres de recettes...) et la signature des bons de commande sur les demandes d'achat validées ou après autorisation d'un valideur de Chorus formulaire (listés dans les articles 2 et 3).

**Article 7 :** Délégation de signature est donnée à :

M. Anthony ARDID, adjoint administratif,  
M. Thierry BODIN, adjoint administratif,  
Mme Mathilde CASTAING, adjoint administratif,  
Mme Elisabeth CAVALIERE, adjoint administratif,  
M. Christophe CORNARDEAU, adjoint administratif,  
Mme Sylvie DA-SOUZA, adjoint administratif,  
Mme Edwige ETCHEVERRY, adjoint administratif,  
Mme Sophie GILBERT, adjoint administratif,  
Mme Marie-Pierre LAURENT, adjoint administratif,  
Mme Roxane LEROY, adjoint administratif,  
Mme Christelle THIEBAUD, adjoint administratif,

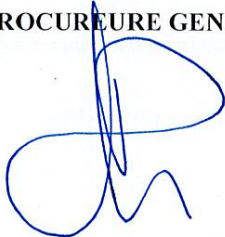
pour effectuer la certification de service fait et tout acte de validation dans Chorus cœur dans la limite de ses attributions et compétences.

**Article 8 :** La présente décision sera notifiée aux bénéficiaires des délégations et transmise à la direction générale des finances publiques de Bordeaux et au comptable assignataire de la dépense de la cour d'appel de Bordeaux hébergeant le pôle Chorus.

**Article 9 :** La première présidente de chambre assurant l'intérim de la première présidence de la cour d'appel et la procureure générale près ladite cour sont chargés, conjointement, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la région Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 19 décembre 2017

LA PROCUREURE GENERALE,



Catherine PIGNON

LA PREMIERE PRESIDENTE DE CHAMBRE  
ASSURANT L'INTERIM DE  
LA PREMIERE PRESIDENCE,



Elisabeth LARSABAL



SERVICE ADMINISTRATIF INTER REGIONAL DE  
LA COUR D'APPEL DE BORDEAUX

R75-2017-12-19-006

DS - PP-PG - DDAIJ au 01



## COUR D'APPEL DE BORDEAUX

### DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE

LA PREMIERE PRESIDENTE DE CHAMBRE  
ASSURANT L'INTERIM DE  
LA PREMIERE PRESIDENCE DE LA COUR D'APPEL DE BORDEAUX

et

LA PROCUREURE GENERALE PRES LADITE COUR

Vu le décret n° 2007-352 du 14 mars 2007 relatif aux services administratifs régionaux judiciaires ;  
Vu la circulaire n° SJ.07.027-SDOJP-SDG du 18 avril 2007 relatif au statut des services administratifs inter régionaux ;  
Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 et notamment ses articles 117 à 119 ;  
Vu la circulaire SG-11-005 / SADJAV / 24 mars 2011 ;  
Vu nos précédentes décisions en date du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;

#### DECIDENT

**Article 1 :** Déléguons à Madame Sylvie JACOLOT, directeur délégué à l'administration interrégionale judiciaire du service administratif inter régional de Bordeaux, la compétence décisionnelle relative aux contestations portant sur l'existence de la créance, son montant et son exigibilité en matière de recouvrement de la créance d'aide juridictionnelle (article 127 du décret du 19 décembre 1991 modifié).

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie JACOLOT, cette délégation sera exercée par Monsieur Eric LAURENT, Madame Karine GUICHON, Madame Marie-Noëlle CLAVERE, Madame Viviane MENGUY, responsables de la gestion budgétaire, Madame Corinne LUCAS, responsable de la gestion informatique, Monsieur Laurent HERVEY, responsable de la gestion du patrimoine immobilier, Madame Mathilde MARTON, responsable de la gestion de la formation et Madame Céline MUGERLI, responsable de la gestion des ressources humaines au service administratif inter régional de la cour d'appel de Bordeaux.

**Article 2 :** Autorisons Madame Sylvie JACOLOT, directeur délégué à l'administration interrégionale judiciaire du service administratif inter régional de Bordeaux, à signer en nos lieu et place les actes suivants :

- Les transmissions à la Chancellerie des actes n'emportant ni avis ni décision (prises de fonction ou d'installation des fonctionnaires, changements de situation des fonctionnaires, demandes de temps partiel, bordereaux de notation, etc.).
  - Les réponses à la Chancellerie quand il s'agit de recensement ou d'inventaire.
  - Les avis destinés à la Chancellerie pour l'exercice du temps partiel quand les chefs de juridiction ou les directeurs ou chefs de greffe ont émis un avis favorable.
  - Les transmissions aux juridictions de tous les arrêtés relatifs aux modifications de situation administrative des fonctionnaires, des retours d'autorisations de congé, des dossiers administratifs des fonctionnaires.
  - Les transmissions aux juridictions des notes et circulaires qui ne sont à diffuser que pour information et n'emportent pas décision.
  - Les transmissions destinées aux juridictions avec fixation des dates pour les réponses des juridictions, lorsque ces dernières doivent mener des actions « techniques » (mutations, notation, temps partiel, tableaux d'avancement, concours, grève, élections professionnelles, demandes trimestrielles de personnels placés ou de vacataires, demandes budgétaires, etc.)
- Lorsque des instructions particulières de politique générale des chefs de cour sont nécessaires, délégation est donnée pour l'envoi d'une information rapide des juridictions. Ces transmissions doivent préciser que les instructions détaillées des chefs de cour seront adressées ultérieurement.
- Les courriers ou courriels relatifs à l'exécution des décisions prises par les chefs de cour et concernant des attributions du service administratif inter régional.

- Les autorisations de congé, hors congés annuels, de l'ensemble des fonctionnaires du ressort.
- Les autorisations de congés annuels, les attestations d'ouverture de comptes épargne temps et de dépôt de jours sur ces mêmes comptes par les directeurs et chefs de greffe des conseils de prud'hommes du ressort.
- Les réponses aux demandes d'emploi dans les juridictions ou au service administratif interrégional.
- La transmission à l'école nationale des greffes des demandes de formation visées par les chefs de cour.
- Les avis relatifs aux candidatures des fonctionnaires à des sessions de formation nationale quand les chefs de juridiction ou les directeurs ou chefs de greffe ont émis un avis favorable.
- Les convocations des membres aux réunions du comité technique et à la commission permanente.
- Les ordres de mission régionaux et nationaux des magistrats du ressort.
- Les convocations ou ordres de mission régionaux et nationaux des fonctionnaires et personnels non titulaires du ressort.
- Les états de frais de déplacement et d'indemnités pour changement de résidence des magistrats, fonctionnaires et non titulaires du ressort de la cour d'appel de Bordeaux.
- Les ordonnances de délégation des fonctionnaires placés.
- Les contrats des vacataires et vacataires assistants.
- Les autorisations des demandes de cumul d'activité pour les personnels placés.

Cette délégation de signature pourra être subdéléguée par Madame Sylvie JACOLOT aux responsables de gestion du service administratif interrégional de Bordeaux.

La présente décision prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Fait à Bordeaux, le 19 décembre 2017

**LA PROCUREURE GENERALE,**



**Catherine PIGNON**

**LA PREMIERE PRESIDENTE DE CHAMBRE  
ASSURANT L'INTERIM DE  
LA PREMIERE PRESIDENCE,**



**Elisabeth LARSABAL**

# SGAR NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2017-12-27-004

arrêté portant délégation de signature à Madame Isabelle  
DAVID, préfète des Deux-Sèvres, pour l'ordonnancement  
secondaire des recettes et dépenses au titre du BOP 162  
pour le Marais poitevin





## PRÉFET DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE

Secrétariat général pour les affaires régionales

Mission déconcentration, modernisation  
et affaires juridiques

Arrêté du **27 DEC. 2017**

portant délégation de signature à Madame Isabelle DAVID  
Préfète des Deux-Sèvres  
pour l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses imputées  
au titre de l'action 6 "plan d'actions gouvernemental pour le Marais poitevin", du BOP 162  
"interventions territoriales de l'État"

le Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine,  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,  
Préfet de la Gironde

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 modifiée portant création et organisation des régions, notamment son article 21-1 ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;

Vu les décrets n° 98-81 du 11 février 1998 et n° 99-89 du 8 février 1999 modifiés relatifs aux décisions prises par l'État en matière de prescription quadriennale ;

Vu le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 modifié relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'action des services et organismes publics de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2011-912 du 29 juillet 2011 relatif à l'établissement public pour la gestion de l'eau et de la biodiversité du Marais poitevin ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2012-1247 du 7 novembre 2012 portant adaptation de divers textes aux nouvelles règles de la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 2 août 2017 portant nomination de Madame Isabelle DAVID, préfète des Deux-Sèvres ;

Vu le décret du 22 novembre 2017 portant nomination de Monsieur Didier LALLEMENT, en qualité de préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfet de la Gironde ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2017 portant désignation d'un préfet coordonnateur des actions de l'État pour le Marais poitevin ;

Vu le schéma d'organisation financière concernant le plan d'action gouvernemental pour le Marais poitevin, du Programme des interventions territoriales de l'État ;

Sur proposition du secrétaire général pour les affaires régionales de la région Nouvelle-Aquitaine :

## **A R R Ê T E :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Délégation est donnée à Madame Isabelle DAVID, préfète des Deux-Sèvres, pour ;

- procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État imputées sur le titre VI de l'action 6 du Budget Opérationnel de Programme n° 162 "interventions territoriales de l'État".

Cette délégation porte sur l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses et l'émission des titres de recettes.

### **Article 2**

En application des dispositions du décret n° 2004-374 du 29 avril modifié, le présent délégataire peut subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité.

Une copie des décisions de subdélégation de signature sera transmise au préfet coordonnateur du « plan d'action gouvernemental pour le Marais poitevin ».

### **Article 3**

En application des dispositions du décret n° 2004-374 du 29 avril modifié, le présent délégataire peut, pour les attributions d'ordonnancement, subdéléguer sa signature aux chefs de service des administrations civiles de l'État placés sous son autorité et à leurs subordonnés, dans le cadre du schéma d'organisation financière de l'action du Budget Opérationnel de Programme.

Une copie des décisions de subdélégation de signature sera transmise au préfet coordonnateur du « plan d'action gouvernemental pour le Marais poitevin ».

### **Article 4**

Un compte-rendu d'utilisation des crédits pour l'exercice budgétaire sera adressé trimestriellement au préfet coordonnateur du « plan d'action gouvernemental pour le Marais poitevin ».

### **Article 5**

Le présent arrêté prend effet un jour après sa dernière mesure de publicité aux recueils des actes administratifs.

## Article 6

Le secrétaire général pour les affaires régionales de la région Nouvelle-Aquitaine et la préfète des Deux-Sèvres sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur départemental des finances publiques des Deux-Sèvres et publié au recueil des actes administratifs régional et de la préfecture des Deux-Sèvres.

Bordeaux, le **27 DEC. 2017**

Le Préfet de région,



Didier LALLEMENT

# SGAR NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2017-12-27-003

arrêté portant délégation de signature à Madame Nicole KLEIN, Préfète de la région Pays de la Loire, Préfète de la Loire-Atlantique, pour l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses au titre du BOP 162 pour le Marais poitevin





## PRÉFET DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE

Secrétariat général pour les  
affaires régionales  
Mission déconcentration, modernisation  
et affaires juridiques

Arrêté du **27 DEC. 2017**

portant délégation de signature à Madame Nicole KLEIN  
Préfète de la région Pays de la Loire,  
Préfète de la Loire-Atlantique  
en sa qualité de Préfète de la région Pays de la Loire  
pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses imputées  
au titre de l'action 6 "plan gouvernemental pour le Marais poitevin"  
du budget opérationnel de programme (BOP) 162 "interventions territoriales de l'État"

le Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine,  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,  
Préfet de la Gironde

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 modifiée portant création et organisation des régions, notamment son article 21-1 ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;

Vu les décrets n° 98-81 du 11 février 1998 et n° 99-89 du 8 février 1999 modifiés relatifs aux décisions prises par l'État en matière de prescription quadriennale ;

Vu le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 modifié relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'action des services et organismes publics de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2011-912 du 29 juillet 2011 relatif à l'établissement public pour la gestion de l'eau et de la biodiversité du Marais poitevin ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2012-1247 du 7 novembre 2012 portant adaptation de divers textes aux nouvelles règles de la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 16 février 2017 portant nomination de Madame Nicole KLEIN, préfète de la région Pays de la Loire, préfète de la Loire-Atlantique (hors classe) ;

Vu le décret du 22 novembre 2017 portant nomination de Monsieur Didier LALLEMENT, en qualité de préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfet de la Gironde ;

Vu le schéma d'organisation financière concernant le plan d'action gouvernemental pour le Marais poitevin, du programme des interventions territoriales de l'État ;

Sur proposition du secrétaire général pour les affaires régionales,

## **A R R Ê T E :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Délégation est donnée à Madame Nicole KLEIN, préfète de la région Pays de la Loire, préfète de la Loire-Atlantique (hors classe), pour :

- procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État imputées sur le titre VI de l'action 6 du Budget Opérationnel de Programme n° 162 "interventions territoriales de l'État".

Cette délégation porte sur l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses et l'émission des titres de recettes.

### **Article 2**

En application des dispositions du décret n° 2004-374 du 29 avril modifié, le présent délégataire peut subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité.

Une copie des décisions de subdélégation de signature sera transmise au préfet coordonnateur du « plan d'action gouvernemental pour le Marais poitevin ».

### **Article 3**

En application des dispositions du décret n° 2004-374 du 29 avril modifié, le présent délégataire peut, pour les attributions d'ordonnancement, subdéléguer sa signature aux chefs de service des administrations civiles de l'État placés sous son autorité et à leurs subordonnés, dans le cadre du schéma d'organisation financière de l'action 6 "plan gouvernemental sur le Marais poitevin" du Budget Opérationnel de Programme (BOP) "interventions territoriales de l'État".

Une copie des décisions de subdélégation de signature sera transmise au préfet coordonnateur du « plan d'action gouvernemental pour le Marais poitevin ».

### **Article 4**

Un compte-rendu d'utilisation des crédits pour l'exercice budgétaire sera adressé trimestriellement au préfet coordonnateur du « plan d'action gouvernemental pour le Marais poitevin ».

### Article 5

Le présent arrêté prend effet un jour après sa dernière mesure de publicité aux recueils des actes administratifs.

### Article 6

Le secrétaire général pour les affaires régionales de la région Nouvelle-Aquitaine et la préfète de la région Pays de la Loire, préfète de la Loire-Atlantique, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur régional des finances publiques de la région Pays de la Loire et publié aux recueils des actes administratifs de la région Nouvelle-Aquitaine et de la région Pays de la Loire.

Bordeaux, le 27 DEC. 2017

Le Préfet de région,



Didier LALLEMENT

# SGAR NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2017-12-27-005

arrêté portant délégation de signature à Monsieur Benoît  
BROCARD, préfet de la Vendée, pour l'ordonnancement  
secondaire des recettes et dépenses au titre du BOP 162  
pour le Marais poitevin





## PRÉFET DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE

Secrétariat général pour les  
affaires régionales  
Mission déconcentration, modernisation  
et affaires juridiques

Arrêté du **27 DEC. 2017**

portant délégation de signature à Monsieur Benoît BROCARD  
Préfet de la Vendée  
pour l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses imputées  
au titre de l'action 6 "plan d'actions gouvernemental pour le Marais poitevin", du BOP 162  
"interventions territoriales de l'État"

le Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine,  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,  
Préfet de la Gironde

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 modifiée portant création et organisation des régions, notamment son article 21-1 ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;

Vu les décrets n° 98-81 du 11 février 1998 et n° 99-89 du 8 février 1999 modifiés relatifs aux décisions prises par l'État en matière de prescription quadriennale ;

Vu le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 modifié relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'action des services et organismes publics de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2011-912 du 29 juillet 2011 relatif à l'établissement public pour la gestion de l'eau et de la biodiversité du Marais poitevin ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2012-1247 du 7 novembre 2012 portant adaptation de divers textes aux nouvelles règles de la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 12 juillet 2017 portant nomination de Monsieur Benoît BROCARD, préfet de la Vendée ;

Vu le décret du 22 novembre 2017 portant nomination de Monsieur Didier LALLEMENT, en qualité de préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfet de la Gironde ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2017 portant désignation d'un préfet coordonnateur des actions de l'État pour le Marais poitevin ;

Vu le schéma d'organisation financière concernant le plan d'action gouvernemental pour le Marais poitevin, du Programme des interventions territoriales de l'État ;

Sur proposition du secrétaire général pour les affaires régionales,

## **A R R Ê T E :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Délégation est donnée à Monsieur Benoît BROCARD, préfet de la Vendée, pour :

- procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État imputées sur le titre VI de l'action 6 du Budget Opérationnel de Programme n° 162 "interventions territoriales de l'État".

Cette délégation porte sur l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses et l'émission des titres de recettes.

### **Article 2**

En application des dispositions du décret n° 2004-374 du 29 avril modifié, le présent délégataire peut subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité.

Une copie des décisions de subdélégation de signature sera transmise au préfet coordonnateur du « plan d'action gouvernemental pour le Marais poitevin ».

### **Article 3**

En application des dispositions du décret n° 2004-374 du 29 avril modifié, le présent délégataire peut, pour les attributions d'ordonnancement, subdéléguer sa signature aux chefs de service des administrations civiles de l'État placés sous son autorité et à leurs subordonnés, dans le cadre du schéma d'organisation financière de l'action du Budget Opérationnel de Programme.

Une copie des décisions de subdélégation de signature sera transmise au préfet coordonnateur du « plan d'action gouvernemental pour le Marais poitevin ».

### **Article 4**

Un compte-rendu d'utilisation des crédits pour l'exercice budgétaire sera adressé trimestriellement au préfet coordonnateur du « plan d'action gouvernemental pour le Marais poitevin ».

### **Article 5**

Le présent arrêté prend effet un jour après sa dernière mesure de publicité aux recueils des actes administratifs.

## Article 6

Le secrétaire général pour les affaires régionales de la région Nouvelle-Aquitaine et le préfet de la Vendée, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur départemental des finances publiques de la Vendée et publié aux recueils des actes administratifs de la région Nouvelle-Aquitaine.

Bordeaux, le 27 DEC. 2017

Le Préfet de région,



Didier LALLEMENT

# SGAR NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2017-12-27-002

arrêté portant délégation de signature à Monsieur Fabrice RIGOULET-ROZE, préfet de la Charente-Maritime, pour l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses au titre de l'action 6 du BOP 162 pour le Marais Poitevin





## PRÉFET DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE

Secrétariat général pour les  
affaires régionales  
Mission déconcentration, modernisation  
et affaires juridiques

Arrêté du **27 DEC. 2017**

portant délégation de signature à Monsieur Fabrice RIGOULET-ROZE  
Préfet de la Charente-Maritime  
pour l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses imputées  
au titre de l'action 6 "plan d'actions gouvernemental pour le Marais poitevin", du BOP 162  
"interventions territoriales de l'État"

le Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine,  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,  
Préfet de la Gironde

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 modifiée portant création et organisation des régions, notamment son article 21-1 ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;

Vu les décrets n° 98-81 du 11 février 1998 et n° 99-89 du 8 février 1999 modifiés relatifs aux décisions prises par l'État en matière de prescription quadriennale ;

Vu le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 modifié relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'action des services et organismes publics de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2011-912 du 29 juillet 2011 relatif à l'établissement public pour la gestion de l'eau et de la biodiversité du Marais poitevin ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2012-1247 du 7 novembre 2012 portant adaptation de divers textes aux nouvelles règles de la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 29 juin 2017 portant nomination de Monsieur Fabrice RIGOULET-ROZE, préfet de la Charente-Maritime ;

Vu le décret du 22 novembre 2017 portant nomination de Monsieur Didier LALLEMENT, en qualité de préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfet de la Gironde ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2017 portant désignation d'un préfet coordonnateur des actions de l'État pour le Marais poitevin ;

Vu le schéma d'organisation financière concernant le plan d'action gouvernemental pour le Marais poitevin, du programme des interventions territoriales de l'État ;

Sur proposition du secrétaire général pour les affaires régionales,

## **ARRÊTE :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Délégation est donnée à Monsieur Fabrice RIGOULET-ROZE, préfet de la Charente-Maritime, pour :

- procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État imputées sur le titre VI de l'action 6 du Budget Opérationnel de Programme n° 162 "interventions territoriales de l'État".

Cette délégation porte sur l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses et l'émission des titres de recettes.

### **Article 2**

En application des dispositions du décret n° 2004-374 du 29 avril modifié, le présent délégataire peut subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité.

Une copie des décisions de subdélégation de signature sera transmise au préfet coordonnateur du « plan d'action gouvernemental pour le Marais poitevin ».

### **Article 3**

En application des dispositions du décret n° 2004-374 du 29 avril modifié, le présent délégataire peut, pour les attributions d'ordonnancement, subdéléguer sa signature aux chefs de service des administrations civiles de l'État placés sous son autorité et à leurs subordonnés, dans le cadre du schéma d'organisation financière de l'action du Budget Opérationnel de Programme.

Une copie des décisions de subdélégation de signature sera transmise au préfet coordonnateur du « plan d'action gouvernemental pour le Marais poitevin ».

### **Article 4**

Un compte-rendu d'utilisation des crédits pour l'exercice budgétaire sera adressé trimestriellement au préfet coordonnateur du « plan d'action gouvernemental pour le Marais poitevin ».

### **Article 5**

Le présent arrêté prend effet un jour après sa dernière mesure de publicité aux recueils des actes administratifs.

### Article 6

Le secrétaire général pour les affaires régionales de la région Nouvelle-Aquitaine et le préfet de la Charente-Maritime, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur départemental des finances publiques de la Charente-Maritime et publié aux recueils des actes administratifs régional.

Bordeaux, le **27 DEC. 2017**

Le Préfet de région,



Didier LALLEMENT

# SGAR NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2017-12-27-006

arrêté portant délégation de signature à Monsieur Patrice  
GUYOT, directeur régional de l'environnement de  
l'aménagement et du logement de la région  
Nouvelle-Aquitaine, pour l'ordonnancement secondaire des  
recettes et dépenses au titre du BOP 162 pour le Marais  
poitevin





## PRÉFET DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE

Secrétariat général pour les  
affaires régionales  
Mission déconcentration, modernisation  
et affaires juridiques

Arrêté du **27 DEC. 2017**

portant délégation de signature à Monsieur Patrice GUYOT  
Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement  
de la région Nouvelle-Aquitaine  
pour l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses imputées  
au titre de l'action 6 "plan d'actions gouvernemental pour le Marais poitevin", du BOP 162  
"interventions territoriales de l'État"

le Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine,  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest,  
Préfet de la Gironde

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 modifiée portant création et organisation des régions, notamment son article 21-1 ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 ;

Vu les décrets n° 98-81 du 11 février 1998 et n° 99-89 du 8 février 1999 modifiés relatifs aux décisions prises par l'État en matière de prescription quadriennale ;

Vu le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 modifié relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'action des services et organismes publics de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret 2009-235 du 27 février 2009 modifié relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) ;

Vu le décret n° 2011-912 du 29 juillet 2011 relatif à l'établissement public pour la gestion de l'eau et de la biodiversité du Marais poitevin ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2012-1247 du 7 novembre 2012 portant adaptation de divers textes aux nouvelles règles de la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 22 novembre 2017 portant nomination de Monsieur Didier LALLEMENT, en qualité de préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfet de la Gironde ;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> janvier 2016 portant nomination de Monsieur Patrice GUYOT, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2017 portant désignation d'un préfet coordonnateur des actions de l'État pour le Marais poitevin ;

Vu le schéma d'organisation financière concernant le plan d'action gouvernemental pour le Marais poitevin, du Programme des interventions territoriales de l'État ;

Sur proposition du secrétaire général pour les affaires régionales,

## **ARRÊTE :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Délégation de signature est donnée, en qualité d'ordonnateur secondaire délégué, à Monsieur Patrice GUYOT, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Nouvelle-Aquitaine :

- pour la réception et l'exécution (engagement, liquidation, ordonnancement et émission des titres de recettes) des crédits du titre VI de l'action 6, « plan d'action gouvernemental pour le Marais poitevin », du Budget Opérationnel de Programme n°162, "interventions territoriales de l'État", du budget de l'État ;
- pour opposer la prescription quadriennale aux titulaires de créances sur l'État intéressant l'activité de son service et pour relever les créanciers de la prescription qu'ils encourent, ou leur refuser cet avantage.

Cette délégation de signature s'exerce sous réserve des dispositions des articles 2 et 3 ci-dessous.

### **Article 2**

Sont réservés à la signature du Préfet de région :

- les arrêtés attributifs de subvention et les conventions du titre VI (dépenses d'intervention) dont le montant est supérieur à 50 000 € hors taxes ainsi que les lettres de notification correspondantes,
- les ordres de réquisition du comptable public,
- les décisions de ne pas se conformer à l'avis donné, en cas d'avis défavorable de l'autorité chargée du contrôle financier,
- les demandes de décision de passer outre, sur autorisation du ministre chargé du budget, en cas de refus de visa du directeur régional des finances publiques, contrôleur financier déconcentré.

### **Article 3**

Il sera adressé au Préfet de région, copie des observations que le directeur régional des finances publiques, contrôleur budgétaire régional, est amené à formuler concernant l'engagement des dépenses de l'ordonnateur secondaire délégué.

La réponse à ces observations sera transmise sous couvert du préfet de région.



#### Article 4

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Nouvelle-Aquitaine devra :

- signaler les difficultés particulières ou tout autre élément d'information méritant de l'être ;
- accompagner chaque arrêté ou convention de subvention soumis à la signature du préfet de région d'un fond de dossier comportant au minimum le descriptif de l'opération et un plan de financement ;
- produire trimestriellement au Préfet de région un compte rendu d'utilisation des crédits pour l'exercice budgétaire en cours ;
- produire chaque année, à la fin de l'exercice budgétaire, un tableau récapitulant l'ensemble des opérations programmées sur le titre 6 ;
- produire chaque année au préfet de région, les éléments destinés au rapport annuel de performance.

#### Article 5

Monsieur Patrice GUYOT, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Nouvelle-Aquitaine, peut subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité.

#### Article 6

Le présent arrêté prend effet un jour franc après sa date de publication au recueil des actes administratifs.

#### Article 7

Le secrétaire général pour les affaires régionales, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, et le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs régional.

Bordeaux, le **27 DEC. 2017**

Le Préfet de région,



Didier LALLEMENT

# SGAR NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2017-12-22-006

Arrêté portant subdélégation de signature à certains agents  
du Secrétariat général pour les affaires régionales





## PRÉFET DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE

Secrétariat général pour les affaires régionales

Mission déconcentration, modernisation  
et affaires juridiques

Arrêté du **22 DEC. 2017**

### **portant subdélégation de signature à certains agents du Secrétariat général pour les affaires régionales**

Le Secrétaire général pour les affaires régionales  
de la région Nouvelle-Aquitaine

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2009-587 du 25 mai 2009 relatif aux missions des secrétaires généraux pour les affaires régionales ;

Vu le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret du 22 novembre 2017 portant nomination de M. Didier LALLEMENT, en qualité de préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfet de la Gironde ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2015 portant nomination de M. Michel STOUMBOFF, secrétaire général pour les affaires régionales de la région Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2016 ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2015 portant nomination de M. Dominique DEVIERS, adjoint au secrétaire général pour les affaires régionales de la région Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes, chargé du pôle "modernisation et moyens" à compter du 1er janvier 2016 ;

Vu l'arrêté du 16 février 2016 portant nomination de M. François BERTRAND, directeur de la plate-forme régionale d'appui interministériel à la gestion des ressources humaines ;

Vu l'arrêté du 16 février 2016 portant nomination de Mme Josiane CAZENAVE-LACROUTS, directrice de la plate-forme régionale achats ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2016 portant déconcentration des actes relatifs à la situation individuelle des agents publics exerçant leurs fonctions dans les services déconcentrés des administrations civiles de l'État au

sens de l'article 15 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 2017 portant nomination de M. Alexandre PATROU, adjoint au secrétaire général pour les affaires régionales de la région Nouvelle-Aquitaine, à compter du 16 août 2017 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2017 portant délégation de signature à M. Michel STOUMBOFF, secrétaire général pour les affaires régionales de la région Nouvelle-Aquitaine ;

## **A R R Ê T E**

### **Section I : subdélégation aux adjoints au secrétaire général pour les affaires régionales**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Michel STOUMBOFF, secrétaire général pour les affaires régionales de la région Nouvelle-Aquitaine, délégation de signature est donnée à :

- M. Dominique DEVIERS, adjoint au secrétaire général pour les affaires régionales de la région Nouvelle-Aquitaine,
- M. Alexandre PATROU, adjoint au secrétaire général pour les affaires régionales de la région Nouvelle-Aquitaine,

à l'effet de signer au nom du Préfet de région tous les actes pour lesquels M. Michel STOUMBOFF a reçu délégation, à l'exception des décisions relevant des cinq arrondissements de la Gironde prises dans le cadre des permanences assurées par M. Michel STOUMBOFF.

Dans le domaine budgétaire, cette délégation de signature confère à M. Dominique DEVIERS et à M. Alexandre PATROU, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Michel STOUMBOFF, la qualité de responsable de BOP et d'ordonnateur secondaire sur tous les BOP territoriaux placés sous l'autorité du Préfet de région.

### **Section II : subdélégation aux agents du secrétariat général pour les affaires régionales**

#### **Article 2**

Délégation de signature est donnée à Monsieur François BERTRAND, directeur de la plate forme régionale d'appui interministériel à la gestion des ressources humaines en tant que responsable de l'unité opérationnelle (UO) des programmes n° 148 et de l'UO du programme n° 333 – Action 1 (UO mutualisée formation) pour procéder, dans la limite de ses attributions, à l'ordonnancement des dépenses et des recettes relevant de ces UO, ainsi que tous les actes juridiques et administratifs y afférents.

La convention de délégation de gestion à un centre de service partagé (CSP) – CHORUS – devra être soumise au visa du secrétaire général pour les affaires régionales.

Toute action de communication devra être soumise à l'accord préalable de Monsieur le secrétaire général pour les affaires régionales et les dépenses correspondantes ne pourront être engagées sans son visa.

#### **Article 3**

Délégation de signature est donnée au sein de la plate forme régionale d'appui interministériel à la gestion des ressources humaines à effet de valider, de façon électronique, dans l'application ministérielle métier NEMO, interfacée avec le progiciel comptable intégré CHORUS, pour l'UO du programme 148 et du programme 333 - action 1 (UO mutualisé) à :

Mme Sabine MAINGRAUD, conseillère en action sociale et environnement professionnel,

Adresse postale : 4b, esplanade Charles-de-Gaulle - 33000 BORDEAUX  
Téléphone : 05 56 90 60 60

2/3

Mme Fanny MOROTE, correspondante administrative de la SRIAS,  
M. Frédéric ROSSIAUD, conseiller formation,  
Mme Martine GUYONNET, conseillère formation,  
Mme Widiene AFKIR, chargée de communication et de logistique.

#### Article 4

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Michel STOUMBOFF, secrétaire général pour les affaires régionales de la région Nouvelle-Aquitaine, délégation de signature est donnée à Madame Josiane CAZENAVE-LACROUTS, directrice de la plate-forme régionale achats, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, les avenants aux marchés publics, dont les révisions de prix.

#### Article 5

Délégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire est donnée à Monsieur Yves LE CANN, chef du bureau de l'environnement de travail :

- pour l'utilisation de la carte d'achats de niveau 1 (achats courants hors marchés) correspondant à l'unité opérationnelle (UO) SGAR du BOP n°333,
- à effet de valider de façon électronique, dans l'application ministérielle métier NEMO, interfacée avec le progiciel comptable intégré CHORUS, pour l'UO SGAR du BOP 333.

#### Article 6

Délégation de signature est donnée au sein du bureau de l'environnement de travail du secrétariat général pour les affaires régionales à effet de valider, de façon électronique, dans l'application ministérielle métier NEMO, interfacée avec le progiciel comptable intégré CHORUS, pour l'UO SGAR du BOP 333, à :

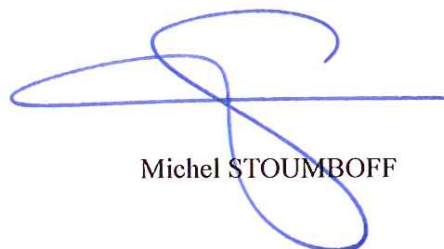
Mme Monique JIMENEZ, adjointe au chef de bureau, secrétaire administrative,  
Mme Sylvie MOGA, assistante administrative.

#### Article 7

Les adjoints au secrétaire général pour les affaires régionales de la région Nouvelle-Aquitaine, le directeur de la plate forme régionale d'appui interministériel à la gestion des ressources humaines, la directrice de la plate-forme régionale achats et le chef du bureau de l'environnement de travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui leur sera notifié et sera publié au recueil des actes administratifs de la région Nouvelle-Aquitaine.

Bordeaux, le 22 DEC. 2017

Le Secrétaire général pour les affaires régionales,

A stylized blue ink signature, appearing to be a combination of the letters 'M' and 'S' with a horizontal line, written over the name Michel STOUMBOFF.

Michel STOUMBOFF

# SGAR NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2017-12-22-008

Arrêté portant subdélégation de signature à M. Dominique  
REBIERE délégué régional à la recherche et à la  
technologie pour la région Nouvelle-Aquitaine





PRÉFET DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE

Secrétariat général pour les affaires régionales

Mission déconcentration, modernisation  
et affaires juridiques

Arrêté du 122 DEC. 2017

**portant subdélégation de signature à M. Dominique REBIERE,  
délégué régional à la recherche et à la technologie  
pour la région Nouvelle-Aquitaine**

Le Secrétaire général pour les affaires régionales  
de la région Nouvelle-Aquitaine

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et régions ;

Vu la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 modifiée portant création et organisation des régions ;

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié, relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) ;

Vu le décret du 22 novembre 2017 portant nomination de **M. Didier LALLEMENT**, en qualité de préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfet de la Gironde ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2015 portant nomination de **M. Michel STOUMBOFF**, secrétaire général pour les affaires régionales d'Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;

Vu l'arrêté du 13 janvier 2016 du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, portant nommant **M. Dominique REBIERE**, délégué régional à la recherche et à la technologie pour la région Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes, à compter du 1<sup>er</sup> février 2016 ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2017 portant délégation de signature à Monsieur Michel STOUMBOFF, secrétaire général pour les affaires régionales de la région Nouvelle-Aquitaine ;

Sur proposition du secrétaire général pour les affaires régionales de la région Nouvelle-Aquitaine :

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>**

Il est donné délégation de signature, à compter de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs, à **M. Dominique REBIERE**, délégué régional à la recherche et à la technologie pour la région Nouvelle-Aquitaine, en ce qui concerne :

- les attributions relevant de l'ordonnateur secondaire
- les attributions spécifiques

**LES ATTRIBUTIONS RELEVANT DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE**

En qualité de responsable du BOP 172 « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires »



## Article 2

Délégation de signature est donnée à **M. Dominique REBIERE**, délégué régional à la recherche et à la technologie pour la région Nouvelle-Aquitaine, en tant que responsable du BOP 172 « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » à l'effet de :

1°) recevoir les crédits du programme suivant :

Action 1 : pilotage et animation du programme de la mission : crédits de fonctionnement des délégations régionales à la recherche et à la technologie.

Action 2 : actions incitatives et soutien à l'innovation : crédits d'intervention relatifs aux actions d'incitation au transfert de technologie dans le cadre des CPER.

Action 3 : formation à et par la recherche hors allocations de recherche et conventions industrielles de formation par la recherche.

Action 4 : renforcement des liens entre sciences et société, diffusion de la culture scientifique et technique.

2°) proposer au préfet de région la répartition des autorisations d'engagement et de crédits de paiement entre les actions (01,02,03,04) précitées.

3°) procéder en cours d'exercice budgétaire à des réallocations en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP) entre les UO, étant mentionné que les réallocations dont le montant aboutirait à minorer ou à abonder la dotation d'une UO de plus de 10 %, sauf si celui-ci est inférieur à 10 000 €, doivent être soumises à la validation préalable du secrétaire général pour les affaires régionales, lequel définit alors les modalités d'information ou de validation par le CAR.

La présente délégation est consentie pour l'ensemble des titres budgétaires constituant le budget.

## Article 3

Toutes les dépenses de fonctionnement ou d'investissement, lorsque le montant est supérieur aux seuils déterminés pour le visa préalable du contrôleur budgétaire régional, seront présentées à la signature du préfet de la région Nouvelle-Aquitaine.

## Article 4

Délégation est également donnée à **M. Dominique REBIERE**, délégué régional à la recherche et à la technologie pour la région Nouvelle-Aquitaine, en tant que responsable du BOP 172 « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » pour procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État relevant du BOP local partie du BOP national orientation et pilotage de la recherche.

Cette délégation porte sur l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses.

Les actes juridiques imputés sur le titre VI et concernant les collectivités locales sont réservés à la signature du préfet de région. Il en est de même pour les actes juridiques concernant les autres types de bénéficiaires pour toute décision d'un montant supérieur à 150 000 €.

Délégation est également donnée pour opposer la prescription quadriennale aux créanciers.

## Article 5

Délégation de signature est donnée au sein de la délégation régionale à la recherche et à la technologie pour la région Nouvelle-Aquitaine, à effet de valider, de façon électronique, dans l'application ministérielle métier NEMO, interfacée avec le progiciel comptable intégré CHORUS, pour l'UO SGAR du BOP 333, à :

Mme Viviane FASQUEL, assistante gestionnaire,  
Mme Celine RENAUD, assistante de la délégation.

## Article 6

Demeurent réservés à la signature du préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, quel qu'en soit le montant :

- les décisions de passer outre l'avis défavorable de l'autorité chargée du contrôle financier, lorsqu'un tel avis est préalablement requis,
- les ordres de réquisition du comptable public,

- les décisions d'acquisition, d'aliénation, d'affectation du domaine privé et public de l'État sauf délégation expresse consentie en la matière à un autre chef de service de l'État,

### Article 7

En tant que responsable de budget opérationnel de programme régional, **M. Dominique REBIERE**, délégué régional à la recherche et à la technologie pour la région Nouvelle-Aquitaine, adressera au préfet de région un compte rendu trimestriel d'utilisation des crédits alloués aux UO et fournira également chaque trimestre un compte rendu d'exécution.

La signature des agents habilités est accréditée auprès du comptable payeur.

### LES ATTRIBUTIONS SPÉCIFIQUES

En qualité de délégué régional à la recherche et à la technologie, M. Dominique REBIERE reçoit délégation à l'effet de signer les courriers du service, à l'exception des courriers adressés nominativement aux ministres, aux parlementaires, au président du conseil régional, aux présidents des conseils départementaux et aux maires, dont l'objet induit une prise de position ou un engagement de l'État.

Délégation lui est également donnée à l'effet de signer les décisions relatives à :

- l'emploi et la gestion du personnel,
- la gestion du patrimoine immobilier et des matériels,
- l'organisation et le fonctionnement des services sur lesquels il a autorité,
- la prescription quadriennale.

### LES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### Article 8

La convention de délégation de gestion à un centre de service partagé (CSP) – CHORUS – devra être soumise au visa préalable du secrétaire général pour les affaires régionales.

#### Article 9

En application de l'article 38 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, **M. Dominique REBIERE**, délégué régional à la recherche et à la technologie pour la région Nouvelle-Aquitaine peut, sous sa responsabilité, donner délégation aux agents placés sous son autorité pour signer les actes relatifs aux affaires pour lesquelles il reçoit la présente délégation de signature. Il en communiquera une copie au préfet de région qui pourra à tout moment mettre fin à tout ou partie de cette subdélégation.

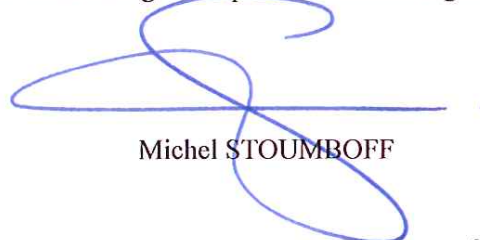
#### Article 10

Toute action de communication devra être soumise à l'accord préalable de M. le secrétaire général pour les affaires régionales de la région Nouvelle-Aquitaine et les dépenses correspondantes ne pourront être engagées sans son visa.

#### Article 11

Le secrétaire général pour les affaires régionales de la région Nouvelle-Aquitaine, le délégué régional à la recherche et à la technologie pour la région Nouvelle-Aquitaine et la directrice régionale des finances publiques de la région Nouvelle-Aquitaine et du département de la Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la région Nouvelle-Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le **22 DEC. 2017**  
Le secrétaire général pour les affaires régionales,



Michel STOUIMBOFF

# SGAR NOUVELLE-AQUITAINE

R75-2017-12-22-007

Arrêté portant subdélégation de signature à Mme Sophie  
BUFFETEAU directrice régionale aux droits des femmes  
et à l'égalité de la région Nouvelle-Aquitaine



## PRÉFET DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE

Secrétariat général pour les affaires régionales

Mission déconcentration, modernisation  
et affaires juridiques

Arrêté du **22 DEC. 2017**

portant subdélégation de signature à

**Mme Sophie BUFFETEAU,**

**directrice régionale aux droits des femmes et à l'égalité de la région Nouvelle-Aquitaine**

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR LES AFFAIRES RÉGIONALES  
DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 modifiée portant création et organisation des régions ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 25 mai 2009 modifié relatif aux missions des secrétaires généraux pour les affaires régionales ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 22 novembre 2017 portant nomination de **M. Didier LALLEMENT**, en qualité de préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfet de la Gironde ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2015 portant nomination de **M. Michel STOUMBOFF**, secrétaire général pour les affaires régionales de la région Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes ;

Vu l'arrêté du 1er février 2016 nommant **Mme Sophie BUFFETEAU**, directrice régionale aux droits des femmes et à l'égalité de la région Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes ;

Vu l'arrêté du 21 juin 2017 portant nomination d'une directrice régionale déléguée aux droits des femmes et à l'égalité de la région Nouvelle-Aquitaine à compter du 1er juin 2017 pour une durée de trois ans ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2017 portant délégation de signature à Monsieur Michel STOUMBOFF, secrétaire général pour les affaires régionales de la région Nouvelle-Aquitaine ;

Vu la circulaire DGCS/SDFE/B1/2017-47 du 3 février 2017 relative à la politique des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes et à sa mise en oeuvre dans les territoires ;



## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Subdélégation de signature est donnée à Mme Sophie BUFFETEAU, directrice régionale aux droits des femmes et à l'égalité de la région Nouvelle-Aquitaine, à l'effet de signer dans le cadre de ses compétences et attributions :

- les courriers du service, à l'exception des courriers aux ministres et secrétaires d'État, aux parlementaires, au président du conseil régional, aux présidents des conseils départementaux et aux maires, dont l'objet induit une prise de position ou un engagement de l'État,
- les décisions relatives à :
  - l'emploi et la gestion du personnel,
  - la gestion des matériels,
  - l'organisation et le fonctionnement des services sur lesquels elle a autorité,
  - la prescription quadriennale.

### **Article 2**

Subdélégation de signature est donnée à Mme Sophie BUFFETEAU, directrice régionale aux droits des femmes et à l'égalité de la région Nouvelle-Aquitaine, en tant que responsable d'unité opérationnelle, pour procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État relevant du BOP suivant :

BOP national :

Intitulé de la mission	Intitulé du programme et du BOP	Actions du BOP	Titres
Solidarité et intégration	Programme 137 : Égalité entre les hommes et les femmes	- Action 11 : Actions et expérimentations pour la culture de l'égalité et en faveur de l'égalité professionnelle, politique et sociale	137 - 11 - 01
		- Action 12 : Promotion des droits, prévention et lutte contre les violences sexistes	137 - 12 - 01
		- Action 15 : Lutte contre la prostitution	137 - 15 - 01
		- Action 13 : Soutien du programme égalité entre les femmes et les hommes	137 - 13 - 01

### **Article 3**

Délégation de signature est donnée au sein de la direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité de la région Nouvelle-Aquitaine à effet de valider, de façon électronique, dans l'application ministérielle métier NEMO, interfacée avec le progiciel comptable intégré CHORUS, pour l'UO SGAR du BOP 333, à :

Mme Assia GROSTEFAN, cadre de gestion,

### **Article 4**

Toutes les dépenses de fonctionnement ou d'investissement, lorsque le montant est supérieur aux seuils déterminés pour le visa préalable du contrôleur budgétaire régional, seront présentées à la signature du préfet de la région Nouvelle-Aquitaine.



## Article 5

Demeurent réservés à la signature du préfet de région quel qu'en soit le montant :

- les décisions de passer outre l'avis défavorable de l'autorité chargée du contrôle financier, lorsqu'un tel avis est préalablement requis,
- les ordres de réquisition du comptable public,
- les décisions d'acquisition, d'aliénation, d'affectation du domaine privé et public de l'État, sauf délégation expresse consentie en la matière à un autre chef de service de l'État.

## Article 6

En tant que responsable d'unité opérationnelle, Mme Sophie BUFFETEAU, directrice régionale aux droits des femmes et à l'égalité de la région Nouvelle-Aquitaine, fournira à M. le Secrétaire général pour les affaires régionales chaque semestre, un compte rendu d'exécution.

## Article 7

Demeurent également réservés à la signature de M. le secrétaire général pour les affaires régionales, les marchés publics dont le montant est supérieur au plafond des marchés publics à procédure adaptée.

Un récapitulatif des marchés publics signés sera adressé semestriellement à M. le secrétaire général pour les affaires régionales.

## Article 8

La convention de délégation de gestion à un centre de service partagé (CSP) – CHORUS – devra être soumise au visa du préfet.

## Article 9

Toute action de communication devra être soumise à l'accord préalable de M. le secrétaire général pour les affaires régionales de la région Nouvelle-Aquitaine et les dépenses correspondantes ne pourront être engagées sans son visa.

## Article 10

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie BUFFETEAU, directrice régionale aux droits des femmes et à l'égalité de la région Nouvelle-Aquitaine, la subdélégation qui lui est consentie sera exercée, pour les affaires régionales, par Mme Anaïs SEBIRE, directrice régionale déléguée aux droits des femmes et à l'égalité de la région Nouvelle-Aquitaine.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Mme Sophie BUFFETEAU et de Mme Anaïs SEBIRE, la subdélégation sera assurée par Mme Cendrine LEGER, déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité en Gironde.

## Article 11

Le secrétaire général pour les affaires régionales de la région Nouvelle-Aquitaine, la directrice régionale aux droits des femmes et à l'égalité de la région Nouvelle-Aquitaine et la directrice régionale des finances publiques de la région Nouvelle-Aquitaine et du département de la Gironde, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la région Nouvelle-Aquitaine.

Fait à Bordeaux, le 22 DEC. 2017

Le Secrétaire général pour les affaires régionales

Michel STOUMBOFF